UNIVERSITÉ DU BURUNDI
GRENIER DU SAVOIR DU BURUNDI
Dépôt institutionnel officiel
https://repository.ub.edu.bi

Le vécu d'un déplacé de guerre : le cas du site de Kanyosha

NDAYIHAYA, Jean de Dieu; Sous la direction de Dr Julien NIMUBONA

2003
UB, Faculté des lettres et sciences humaines
https://repository.ub.edu.bi/handle/123456789/1162

Document téléchargé depuis le **Grenier du Savoir du Burundi** — https://repository.ub.edu.bi

UNIVERSITE DU BURUNDI
FACULTE DES LETTRES ET SCIENCES HUMAINES
DEPARTEMENT D'HISTOIRE

LE VECU D'UN DEPLACE DE GUERRE :

LE CAS DU SITE DE KANYOSHA

Par NDAYIHAYA Jean de Dieu

Sous la direction de
Dr Julien NIMUBONA

Mémoire présenté et
défendu publiquement
en vue l'obtention du
grade de licencié en Histoire.
Option : Enseignement et recherche

Bujumbura, Octobre 2003

Dédicace

A la mémoire de nos regrettés parents :

NDIKURIYO Ibrahim
et
NTAWUYANKIRA Charlotte

A notre frère Emmanuel
A nos sœurs consolatte et Elisabeth
A toutes ces innocentes victimes de la guerre

Nous dédions ce mémoire:

Remerciements

Le présent travail est le fruit des efforts conjugués de plus d'une personne dont les apports ont été tellement bénéfiques qu'il s'impose de leur en être présentement reconnaissant. Nous tenons à exprimer nos sincères remerciements à tous ceux qui nous ont enseigné de l'école primaire à l'Université. Nous pensons particulièrement au
Dr Julien NIMUBONA qui a accepté de diriger avec bienveillance et patience ce travail depuis son élaboration jusqu'à son achèvement.

Notre gratitude s'adresse également à tous nos informateurs qui ont sincèrement répondu à toutes nos questions quelque fois embêtantes.

A notre oncle NDAYISHIMIYE Pierre ainsi qu'à sa famille, nous disons joyeusement merci pour le soutien moral et matériel combien indispensable sans lequel ce travail n'aurait pas vu le jour.

Que les familles BAKUNDA et BIZIMANA, messieurs NDAYAJEMWO Jean Berchmas et BUCUMI Cyriaque trouvent également ici le sentiment de notre profonde gratitude.

Nous aurions pu commencer par ces oncles, tantes, cousins et cousines descendants de KONAKUZE ; les familles BARUMPUNDE, NTARYERA, SINDAYIKENGERA, HAKIZIMANA, NTANGIBINGURA et MAZIMPAKA à qui nous exprimons notre profonde satisfaction pour leur remarquable souci de nous être utiles. Que les peines acceptées pour nous soient apaisées par notre promesse de leur en être toujours reconnaissant.

Enfin , nous nous en voudrions si nous terminions sans remercier ces nombreuses personnes qui, d'une manière ou d'une autre, ont contribué à la réalisation du présent travail. Que ceci soit pour eux le couronnement de nos efforts communs.

TABLE DES MATIERES

Page

DEDICACE i
REMERCIEMENTS ii
TABLE DES MATIERES iii
LISTE DES ABREVIATIONS vi

0. INTRODUCTION 1

0.1. Choix et intérêt du sujet 1
0.2. Problématique, méthode de travail et difficultés rencontrées 1
0.3. Articulation du travail 2

CHAP I : ASPECT HISTORIQUES ET AMENAGEMENT DU SITE DE KANYOSHA 3

I.1. ASPECTS HISTORIQUES 3
I.1.1. La guerre et le mouvement des déplacés 3
I.1.2. Les origines des déplacés de Kanyosha.....5
I.1.3. Les effectifs des déplacés 8
I.1.4. La structure de la population du site de Kanyosha.....9
I.1.5. Cadre de formation et croissance du site des déplacés de Kanyosha.....14
I.1.5.1. Les sites de transit 14
I.1.5.1.1. L'école primaire de Kinanira.....14
I.1.5.1.2. Le site provisoire de Kinanira III 16
I.1.5.2. Le site des déplacés de Kanysha.....17
I.1.5.2.1. Le site I 17
I.1.5.2.2. Le site II 19

I.2. AMENAGEMENT DU SITE 19
I.3. INFRASTRUCTURES SOCIALES DE BASE 20

I.3.1. L'eau et l'assainissement 20
I.3.2. La santé 21
I.3.3. La sécurité.....21
I.3.4. L'éducation 22
I.3.5. Le marché 23
I.3.6. La religion 23
I.3.7. L'assistance humanitaire 26
I.3.7.1. Le domaine d'intervention 26
I.3.7.2. Le type de bénéficiaire 27
I.3.7.3. La durée du projet 27

CHAP II : PROBLEMES ET ADAPTATION DES DE PLACES A KANYOSHA ..... Page 28

II.1. LES NOUVEAUX PROBLEMES 28

II.1.1. Le manque du travail..... 28
II.1.2. La sous alimentation 28
II.1.3. Problèmes culturels 29
II.1.3.1. L'antagonisme paysans-citadins 29
II.1.3.2. La diversité dans les habitudes chez les habitants du site 30

II.2. L'AUTOPRISE EN CHARGE DES DEPLACES 30

II.2.1. L'agriculture et l'élevage 30
II.2.2. Le commerce..... 33
II.2.3. L'artisanat 37
II.2.4. Autres activités 38
II.2.5. Regroupement dans des associations 39

CHAP III : FORMATIONS DE LA MEMOIRE ET SON INTERIORISATION.....42

III.1. INTERPRETATION DE LA CRISE PAR LES DEPLACES 42

III.1.1. Sources et responsabilités 42
III.1.1.1. Les sources de la crise 42
III.1.1.2. Les responsables de cette crise 45
III.1.2. Les dommages de la guerre 49
III.1.2.1. Les dommages sociaux : une mémoire de violence.....49
III.1.2.2. Les pertes économiques 51
III.1.2.3. Les ressentiments politiques enfouis..... 52
III.1.3. Le vécu quotidien 52
III.1.3.1. Une vie confiée à la providence 52
III.1.3.2. Des relations sociales conviviales 55
III.1.3.3. Des services sociaux accordés et mal rendus 57
III.1.3.4. Un site bien aménagé mais abandonné 58
III.1.4. Les perspectives 60

Page

III.2. LES CADRES DE LA SOCIALISATION 63

III.2.1. Les mutations dans la culture burundaise 63
III.2.2. Le problème de la guerre et la vie dans le site 63
III.2.3. Les organisations politiques 64
III.2.4. Les croyances religieuses 64
III.2.5. Les organisations humanitaires 65

CONCLUSION GENERALE 66

BIBLIOGRAPHIE 67

ANNEXES

AVERTISSEMENT I

GUIDE D'ENTRETIEN III

LISTE DES INFORMATEURS VI

RECUEIL DES FIGURES VII

Liste des abréviations

1. ACORD : Agence de Coopération et de Recherche en Développement
2. ADRA : Adventist developpement and Rehabilitation Agency
3. AJEVOKA : Association des Jeunes Volontaires de KANYOSHA
4. CAM : Centre Artisanal de MUSAGA
5. CEM : Centre d'Enseignement des Métiers
6. CEPBU : Communauté des Eglises de Pentecôte du Burundi
7. CHUK : Centre Hospitalo-Universitaire de KAMENGE
8. CNRS : Conseil National pour la Réhabilitation des Sinistrés
9. CPF : Centre de Perfectionnement et de Formation
10. CRA : Centre des Recherches Africaines
11. DRA : Deutch Rehabilitation Agency
12. ECOSAT : Encadrement des Constructions Sociales et Aménagement des Terrains
13. FLSH : Faculté des Lettres et Sciences Humaines
14. FRODEBU : Front pour la Démocratie au Burundi
15. FNUAP : Fond des Nations Unies pour la Population
16. HCR : Haut Commissariat pour les Réfugiés
17. MRRDR : Ministère au Rapatriement, à la Réinsertion et à la Réinstallation des Déplacés et des Rapatriés.
18. MSF : Médecins Sans Frontières
19. ONG : Organisation Non Gouvernementale
20. OCHA : Office for Coordination of Humanitarian affairs
21. PCAC : Programme Cadre pour l'Appui des Communautés
22. RDC : République Démocratique du Congo
23. PSG : Police de Surveillance et de Gardiennage
24. UNICEF : United Nations International Children's Emergency Fund
25. UPRONA : Union pour le Progrès National
26. VB : Les Vigiles Burundais.

0. INTRODUCTION

0.1. Choix et intérêt du sujet

En traitant le sujet : « Le vécu d'un déplacé de guerre. Le cas du site de Kanyosha», nous avons voulu comprendre et faire comprendre le mode de vie des déplacés de guerre. Nous nous sommes intéressé au cas des déplacés de la Mairie de Bujumbura particulièrement ceux du site de Kanyosha.

Deux raisons principales ont déterminé le choix de ce sujet : la première est d'ordre sentimental : nous sommes, nous-même, issu d'une des familles sinistrées par la guerre. Aussi, il nous a semblé important de faire cette analyse au cours de cette période dite de « réconciliation et reconstruction nationale » pour voir si le discours colle au vécu des « vraies » victimes de la guerre. La deuxième raison est , cette fois-ci, d'ordre pratique : Kanyosha nous était apparemment proche et accessible ce qui allait faciliter notre étude.

0.2. Problématique, méthode de travail et difficultés rencontrées

Nous cherchons à répondre à un certain nombre de questions : peut-on parler d'une mutation culturelle chez le déplacé de guerre ? Comment s'est-elle passée ? Quelles sont ses stratégies de survie ? Quelles sont ses représentations, ses attitudes à l'égard de la société en général, du pouvoir d'Etat en particulier.

Nous sommes parti de deux hypothèses :

1. Le site peut être pris, du point de vue science politique, comme un champ d'interactions multiples entre déplacés et gouvernants.

2. Le déplacé mène une vie particulière et qu'il a une opinion propre à lui sur la vie. Le site étant l'élément principal qui explique ces particularités.

Nous avons donc mené une enquête orale en interrogeant la population du site (prise dans ses différentes catégories) qui s'exprimait sur son passé immédiat, son présent et son avenir (voir le questionnaire d'enquête en annexe). Nous avons été obligé d'enquêter en dehors du site pour faire des compléments d'informations, ce qui nous a permis de comparer les résultats et de dégager la différence. Nous avons utilisé les documents de l'administration locale et ceux du MRRDR. Ces institutions n'ont malheureusement pas de service d'archives, ce qui rend difficile voire même impossible la documentation à ce niveau.

Nous aurions aimé consulter les documents détenus par les ONGs qui interviennent dans le domaine des déplacés mais cela a été impossible pour nous malgré notre insistance.

Les obstacles sont allés au delà, certains déplacés ciblés pour enquête nous ont refusé toute information et ont même tenté d'empêcher les autres. La plupart croyaient que nous travaillons pour compte des blancs qui nous paient beaucoup en dollars et voulaient parler sur motivation pécuniaire. D'autres voulaient garder le secret institutionnel. C'est le cas des responsables locaux de l'administration et ceux de l'église de Pentecôte. Ces derniers ont été obligés de mettre en garde leurs ouailles contre nous et cela pendant le culte de dimanche.

Pour enrichir notre travail, nous avons consulté des ouvrages qui traitent de la mémoire, des crises politiques, des phénomènes de déplacement de populations, etc.

0.3. Articulation du travail

Ce travail est divisé en trois chapitres :

1. Aspects historiques et aménagement du site de Kanyosha.
2. Problèmes et adaptation des déplacés de Kanyosha.
3. Formation de la mémoire et son intériorisation.

Le premier chapitre présente l'historique du phénomène des déplacés en général et les étapes de formation de la société du site de Kanyosha . C'est dans ce même chapitre que nous présentons la structure physique du site. Dans le second chapitre, nous décrivons comment vivent les déplacés dans le site de Kanyosha tel que nous l'avons nous même constaté durant la période d'enquête. Le troisième chapitre traite de la mémoire, de ce que pensent ou prévoient les déplacés.

CHAP I : ASPECTS HISTORIQUES ET AMENAGEMENT DU SITE DE KANYOSHA

I.1. ASPECTS HISTORIQUES

I.1.1. La guerre et le mouvement des déplacés

La crise que connaît le Burundi a causé d'énormes dégâts tant matériels qu'humains depuis octobre 1993 et elle reste encore d'actualité. Ses conséquences immédiates ont été, sur le plan humain, la mort des milliers de personnes et un déplacement massif de populations à l'intérieur comme à l'extérieur du pays. Au point de vue matériel, elle a provoqué des destructions de biens tant publics que privés, essentiellement les infrastructures d'intérêt collectif et des habitations familiales. Cette situation a produit des conséquences néfastes pour toute la population burundaise et plus particulièrement chez les déplacés de guerre. Cette catégorie de la population qui fait justement l'objet de notre étude, s'est constituée juste après l'éclatement de la crise en octobre 1993 pour se généraliser après. Leur nombre ne cessera d'augmenter malgré la volonté des autorités de les voir retourner chez elle.

POUPARD donne l'évolution du nombre de ces sinistrés dans les premiers mois de la crise. Ces populations sont accueillies dans des sites qui ne sont pas préalablement préparés. Certains ont reçu des sheetings, d'autres occupaient des bâtiments publics ou privés. Il y en a même qui vivaient dans des huttes ou à la belle étoile. Au départ les gens pensaient que c'était une question de quelques semaines, personne n'imaginait un si long moment.

POUPARD qui rédigea son article huit mois après le déclenchement de la crise exprime cette idée.

> *« Huit mois, c'est beaucoup, quand on parle de population déplacées : pour des paysans (surtout des paysannes) profondément enracinés dans leurs terroirs, vivre pendant des semaines avec pour la seule activité agricole (sic) de faire la queue, chaque semaine, pour obtenir la ration de haricot et de farine de maïs, c'est certainement une humiliation extrême. »*[1]

Les déplacés cherchaient à retourner chez eux, le plus rapidement possible mais en vain. A ce sujet, POUPARD nous dit :

---

[1] POUPARD,P, « La population sinistrée au Burundi » in André GUICHAOUA (sous la direction). Les crises politiques au Burundi et au Rwanda (1993 –1994), Lille, Karthala, 1995, P.798

« En général, l'hostilité du milieu environnant est manifeste, les récits sont nombreux des déplacés ayant voulu rentrer chez eux et tués ou forcés de retourner au camp. »[2]

Evolution de la population sinistrée du 30 octobre 93 au 17 janvier 1994 (3)

Date	Nombre de déplacés
30 octobre	87.500
05 novembre	120.800
26 novembre	162.400
29 décembre	282.600
30 janvier	336.500
15 février	345.300

Avec la persistance et même la généralisation de la crise, le phénomène des déplacés a plutôt augmenté au lieu de disparaître. Selon une étude faite par le FNUAP ;

« le nombre des déplacés recensés en mars 1995 était de 130.578 personnes. Les camps de Cibitoke, Bujumbura-Rural et de la Mairie n'ont pourtant pas été couverts suite à l'insécurité. »[3]

Dans son rapport, l'UNICEF montre qu'au mois de Mars 1997, le nombre de déplacés s'élevait à 600.000 personnes réparties dans 250 sites suite à la mesure du gouvernement de regrouper les populations se trouvant dans les zones troublées afin de les protéger contre les attaques menées par les bandes armées. Le rapport précise que plus de la moitié des populations déplacées vivaient dans quelques 40 camps de regroupement, tous créés au début de l'année 1996, contenant chacun plus de 10.000 personnes. Les événements survenus dans la R.D.C seraient à l'origine du gonflement de ces chiffres avec 100.000 rapatriés, tous originaires de la province de Cibitoke. Neuf provinces faisant objet de la mission d'évaluation totalisaient à elles seules 69 % des déplacées.

---

[2] POUPARD,P, ibid

[3] FNUAP (BDI), « Etude de la femme sinistrée au Burundi ; « appui à la promotion féminine » cité par MANUMA,A, Etude de l'impact des conditions socio-économiques des déplacés sur la scolarisation primaire de leurs enfants, mémoire, UB, FPSE, Buja, 1999.

Ces provinces sont : *Bubanza, Bujumbura-Rural, Bururi, Cibitoke, Gitega, Kayanza, Karuzi, Makamba et Muramvya*[4]

Ces chiffres changent rapidement et d'une province à une autre. Elles sont en fonction du lieu et du temps des affrontements entre les belligérants, l'exécution des programmes du gouvernement comme le regroupement dans des centres de protection, la réinstallation des déplacées ou le rapatriement volontaire de ces derniers. En 2002, on estime à 379.779 le nombre actualisé des déplacés répartis dans 210 sites soit 6 % de la population.

Pour désengorger les bâtiments publics, résoudre le problème de promiscuité et ses conséquences sur la vie des déplacés, le gouvernement qui pronait le rapatriement des déplacés, a malgré lui, été obligé de construire des sites aménagés pour ces gens dont l'espoir de retourner sur les collines s'envolait progressivement. Les bénéficiaires ont été sésuits par la valeur de la maison obtenue et ont changé d'avis à la question de retourner sur les collines d'origine. Ils ne sont plus prêts à rentrer. Ils ne veulent pas céder leurs maisons aux autres.

I.1.2. Les origines des déplacés de Kanyosha

Les déplacés qui se trouvent en Mairie de Bujumbura proviennent des différentes provinces que compte le pays comme c'est le cas pour la majorité des habitants de la ville. Il n'est donc pas étonnant de trouver dans le site de Kanyosha des gens venus de Kirundo, Muyinga, Ruyigi, Karuzi, Kayanza...

En effet, trouvant que les centres étaient plus sécurisés, ils ont considéré que la capitale l'était d'avantage. Par ailleurs, toutes les aides souvent rares à l'intérieur proviennent de Bujumbura. Cette dernière restait au début de la crise inter ethnique, un milieu affectif pour ces populations tutsi victimes des massacres opérés par leurs voisins. Par l'ampleur de la crise et grâce à la faiblesse des distances ainsi que la facilité dans le déplacement vers la ville, la province de Bujumbura-Rural est la plus représentée loin devant Bururi, Cibitoke et la Mairie. Les effectifs des déplacés originaires de Muramvya, (+Mwaro), Gitega et Bubanza sont faibles mais supérieurs à ceux qui viennent des provinces lointaines.

---

[4] UNICEF, Rapport sur la mission d'évaluation des sites de personnes sinistrées au Burundi, Buja,1997, P.6

REPARTITION DES CHEFS DE MENAGES SELON LES PROVINCES D'ORIGINE

Tableau [5]

Provinces	effectifs	%
BUJUMBURA-RURAL	106	40
BURURI	44	10,60
MAIRIE	22	8,30
CIBITOKE	44	10,60
MURAMVYA	13	4,90
GITEGA	9	3,39
BUBANZA	5	1,88
KARUZI	5	1,88
RUYIGI	4	1,50
KAYANZA	5	1,88
KIRUNDO	4	1,50
MUYINGA	4	1,50
TOTAL	265	87,93 (sic)

REPARTITION DES CHEFS DE MENAGES SELON LES COMMUNES D'ORIGINE

Tableau [6]

Communes	effectifs	%
KABEZI	48	18,11
RUMONGE	35	13,20
BUGANDA	35	13,20
KANYOSHA	14	5,28
BUGARAMA	22	8,30
MBUYE	9	3,39
MUHUTA	9	3,39
BURAMBI	9	3,39
AUTRES	84	31,69
TOTAL	265	99,95

[5] NZEYIMANA,E, : Crise et population. Intégration de la population rurale en milieu urbain : Le cas du camp des déplacés de Kanyosha, mémoire,UB, FLSH, Buja, 2002, P.17

[6] Idem.

Si nous considérons ces tableaux de répartition des chefs de ménage selon les origines, nous trouvons que Kabezi en province de Bujumbura-Rural vient en tête, puis Rumonge (Bururi) et Buganda (Cibitoke) devant Bugarama et Kanyosha (Bujumbura-Rural), Mbuye (Muramvya), Muhuta (Bujumbura-Rural) et Burambi (Bururi). Si la commune de Kanyosha (Bujumbura-rural) qui, pourtant, est plus proche de la Mairie n'est pas aussi représentée que Buganda (Cibitoke) et Rumonge (Bururi), c'est peut-être à cause de la faiblesse numérique des tutsi dans cette commune mais aussi l'ampleur des massacres qui n'ont laissé personne s'échapper. L'importance du nombre des tutsi ajoutée à l'absence de site dans la zone, ont gonflé les effectifs des déplacés en provenance de Buganda et Rumonge. Nous ne pouvons pas ignorer l'importance de la crise foncière qui a précédé les massacres en commune Rumonge. Ces gens étaient "habitués" à fuir vers Bujumbura chaque fois que la crise éclatait dans la région. La communication avec Bujumbura est aussi facile.

Si les victimes étaient les tutsi et les hutu modérés, les bourreaux étaient les voisins de ces derniers, surtout les jeunes membres du parti FRODEBU sous prétexte de venger le président qui venait d'être assassiné par des militaires. Selon NDUWAYO Gaspard ;

> *« Le terrain de l'affection est quelque fois dangereux... Pour le cas qui nous occupe, des populations hutu se sont identifiées à leurs « héros » par une socialisation affective. Ainsi par l'assassinat de NDADAYE, ses militants se sont sentis agressés et ont tourné la machette contre les tutsi identifiés aux putschistes du 21 octobre 1993. »*[7]

Pour ces populations hutu, l'armée est entièrement formée par des éléments tutsi et est, par conséquent, la force de ces derniers pour opprimer les hutu. NTABONA confirme cela lorsqu'il dit :

> *« celle-ci (l'armée contrôlée par les tutsi) était conçue pour défendre les Batutsi contre le danger du génocide à leur endroit. Cette position défensive a dominé la politique burundaise jusqu'en 1989 et a causé beaucoup de guerres civiles malheureusement visant toujours les massacres systématiques des Batutsi, avec le but d'aboutir à un pouvoir hutu sans partage. L'armée à majorité tutsi intervenait et exerçait chaque fois une répression sévère. L'esprit de compromis s'est fait longtemps attendre. »* [8]

---

[7] NDUWAYO,G, La crise d'octobre 1993 au BURUNDI : Essai d'interprétation, mémoire, UB, FLSH,1998, P.27

[8] NTABONA,A, « Au cœur du drame Burundais : le totalitarisme ethno-centriste, ses soubassements et ses conséquences » in Au cœur de l'Afrique 3-4, 1994, P.41

Les tutsi ont donc payé le prix des dégâts causés par les militaires pris dans leur globalité. Leurs biens ont été pillés sous leurs yeux et par leurs voisins, puis leurs maisons ont été incendiées avant de passer eux-mêmes au bucher ou à la machette.

Pour les survivants, il n'y avait ni espoir ni volonté de retourner sur les lieux du calvaire. Plutôt, il fallait partir loin et surtout dans un lieu « sûr ». La Mairie de Bujumbura était un milieu idéal, la terre des « leurs ». Ceci explique en partie la faiblesse numérique des hutu dans le site de Kanyosha (12% seulement) car ceux-ci, même modérés, n'avaient pas de place dans cette partie de la ville balkanisée en faveur des tutsi. La plupart des hutu vivant dans le site de Kanyosha sont des protestants pentecôtistes accueillis aux églises de Kibenga et Ntahangwa. Ils ont été ensuite reçus par des familles à Buyenzi pour la plupart.

1.3. Les effectifs des déplacés de Kanyosha

Le grand problème que peut rencontrer tout enquêteur dans les milieux des nécessiteux (réfugiés, déplacés,...) est de savoir leur nombre exact. C'est un sujet de grande spéculation depuis le niveau local jusqu'à un haut niveau administratif. Chacun à son niveau, veut gonfler le nombre de ceux-ci pour enfin profiter des aides souvent distribuées en fonction des effectifs. Ainsi le chef de ménage aura tendance à majorer la composition de sa famille dans l'espoir de gagner plus que prévu, le jour de la distribution des aides. Les responsables locaux qui doivent élaborer les listes des déplacés y insèrent des noms de personnes inexistantes dans le site pour profiter de leurs parts dans l'avenir. Les extrapolations dans les effectifs des déplacés se font même au niveau des ONGs qui veulent démontrer leur importance devant l'opinion. Le nombre des déplacés est ainsi gonflé avec la complicité de l'autorité administrative qui ne trouve pas des raisons de faire un recensement. Lors de nos enquêtes par exemple, le chef de zone n'avait pas d'idée sur les effectifs de la population de sa zone.

Le travail déclenché en ce sens a été abandonné sous prétexte de surcharge des chefs de quartiers qui devaient le faire.

Sur les listes que nous avons trouvées dans le site et qui sont officiellement reconnues, nous avons 519 ménages comptant 4015 personnes soit une moyenne de 7,7 par ménage. Ceci est trop élevé car nous savons que la crise a réduit la taille des ménages. Par ailleurs, certains de ces noms ne figurent que sur les listes seulement. Leurs maisons sont occupées par d'autres, figurant sur une liste additionnelle dite des «hébergés» alors qu'en réalité ce sont des «locataires» au vrai sens du terme. Ils occupent les maisons dont les

propriétaires sont retournés sur les collines ou vivent ailleurs dans les quartiers de la ville. D'autres partagent les mêmes maisons avec leurs propriétaires. Sur leur liste nous avons trouvé 97 ménages qui compte 600 personnes. Officiellement, ceux-ci viennent s'ajouter aux 4015 premiers pour faire 4615 personnes. Le ministère qui a la question des déplacés dans ses attributions parle de 594 ménages[9], ce qui peut se comprendre dans le sens où il a considéré les 519 ménages du départ ainsi que 75 autres pris comme « hébergés. »

Dans notre travail, nous trouvons que les donnés de NZEYIMANA Emmanuel, résultant de son enquête faite en Août 2001 sont proches de la réalité. Pour lui, 3339 personnes sont réparties entre 530 ménages dans le site de Kanyosha soit une taille de 6,3 personnes par ménage. [10]Nous avons même constaté que rares sont les ménages qui échappent à cette logique.

I.1.4. La structure de la population du site de Kanyosha

La population du site de Kanyosha présente une structure étonnante si on la compare aux structures habituelles des pays en voie de développement. Nous rappelons ici que ces dernières présentent des bases larges et des sommets effilés quand on les présente sous forme de pyramides d'âge. Les résultats de l'enquête faite par NZEYIMANA montre des irrégularités dans l'allure générale de la pyramide. Les moins de 10 ans sont peu nombreux, moins que ceux de la classe [10,25]. Ceci peut être justifié par la crise comme le dit NGAYIMPENDA Evariste :

[9] MRRDR, Traitement informatique résultats chiffrés, définitifs, Buja, Mars, 1997

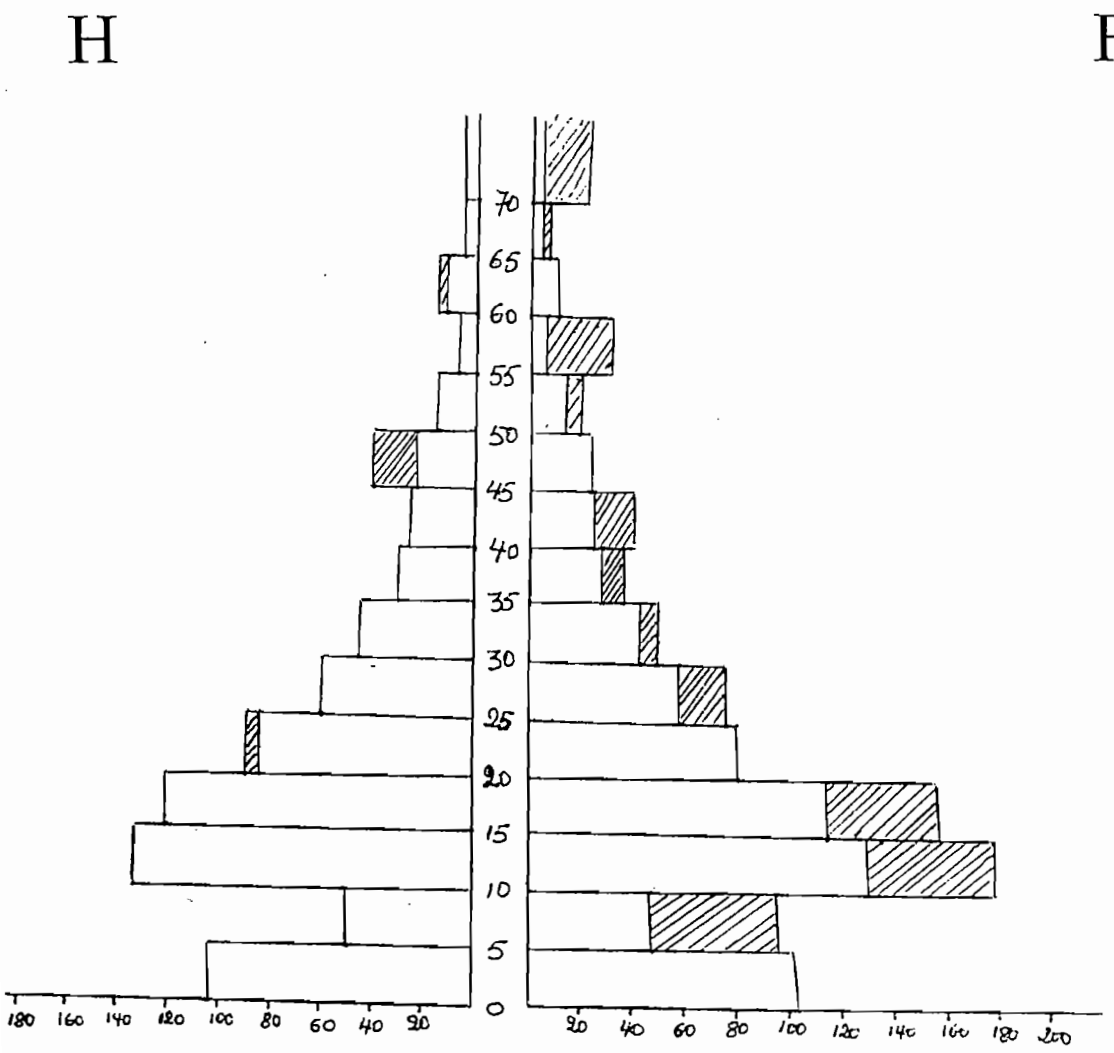
[10] NZEYIMANA,E, op. cit., p.8.

REPARTITION DE LA POPULATION SELON L'ETAT MATRIMONIAL ET LE SEXE AU CAMP DES DEPLACES DE KANYOSHA

HOMMES											FEMMES										
TRANCHE	TOTAL		CELIBATAIRES		MARIES		VEUFS		SEPARES DIVORCES		TOTAL		CELIBATAIRES		MARIES		VEUVES		SEPARES DIVORCEES		TOTAL
	eff	%	eff	%	eff	%	eff	%	eff	%	eff	%	eff	%	eff	%	eff	%	eff	%	
0,5 [	102	6.09	102	6.09							102	6.09	102	6.09							204
5,10 [	70	4.18	70	4.18							98	5.85	98	5.85							168
10,15 [	132	7.88	132	7.88							181	10.82	181	10.81							313
15,20 [	119	7.10	119	7.10							159	9.49	158	9.49							278
20,25 [	88	5.25	88	5.25							80	4.77	58	3.46	22	1.32					168
25,30 [	58	3.46	40	2.38	18	1.07					75	4.48	35	2.09	32	1.91	4	0.23	4	0.23	133
30,35 [	44	2.62	22	1.31	22	1.32					49	2.92			26	1.55	14	0.83	9	0.53	93
35,40 [	31	1.85			31	1.85					35	2.09			27	1.61	4	0.23	4	0.23	66
40,45 [	26	1.55			22	1.32	4	0.23			40	2.36			27	1.61	9	0.53	4	0.23	66
45,50 [	40	2.38			40	2.38					22	1.32			13	0.77	9	0.53			62
50,55 [	13	0.77			13	0.77					18	1.07			4	0.23	14	0.83			31
55,60 [	4	0.23			4	0.23					31	1.85			5	0.29	26	1.55			35
60,65 [	13	0.77			9	0.53	4	0.23			9	0.53					5	0.29			22
65,70 [	4	0.23			4	0.23					5	0.29					5	0.29	4	0.23	9
70 et plus	4	0.23					4	0.23			22	1.32					22	1.32			26
TOTAL	748	44.68	573		163		12				926	55.31	633				112		25		1674

Source : NZEYIMANA Emmanuel, op cit, Annexe I

PYRAMIDE DES AGES DES DEPLACES DE KANYOSHA (Août 2001)



: Excédent d'un sexe sur un autre.

SOURCE : NZEYIMANA,E, op cit, p 10

« En effet, sans qu'ils soient particulièrement visés par les massacres, les enfants sont de fait parmi les plus exposés, du seul fait qu'ils soient incapables de fuir par eux-mêmes. Leur vulnérabilité physique et sanitaire les expose à une mortalité d'autant plus élevée qu'ils dépendent des mères elles-mêmes affaiblies. En outre, le veuvage entraîne théoriquement une raréfaction des naissances, même si celle-ci peut être légèrement compensée par un regain des naissances hors mariage, résultant de la trop grande promiscuité et de l'état de nécessité dans lequel se trouve de nombreuses mères. Enfin, les conditions de vie dans les camps entraînent une augmentation de proportion des fausses couches, des avortements, ainsi qu'une réduction du nombre de conceptions . La femme restée seule autant que celle restée avec son mari subissent toutes les méfaits de mauvaises conditions alimentaires et sanitaires de cette crise . »[11]

Le groupe d'âge [5,10] est essentiellement composé des enfants nés pendant la crise comme le souligne NZEYIMANA :

« En effet, lors de notre enquête effectuée en Août 2001, les enfants qui avaient moins de 8 ans, qui font ici une bonne partie des moins de dix ans, n'existaient pas avant la crise. »[12]

La faiblesse du taux de natalité pendant la première période de la crise peut être expliquée par le nombre de veuves élevé à cause de la crise qui visait en premier lieu le sexe masculin.

Nous avons dans 31 veuves en âge de procréation qui s'ajoutent aux 25 divorcées, 56 femmes ne vivent plus avec leurs maris contre 134 mariées sur un chiffre global de 460 femmes en âge de procréation. Les premières représentent plus de 12 % des femmes en âge de procréation ([15,45]).

La deuxième raison, la plus importante qui explique la baisse de la population comprise entre 5 et 10 ans, est la séparation ou l'occupation par sexe des salles de classe servant de logement dans les sites d'accueil.

---

[11] NGAYIMPENDA,E, « crise socio-politique et distraction (destructuration) des ménages au Burundi » in Cahiers démographiques du Burundi n°13, p 29-30, 1999

[12] NZEYIMANA,E, op.cit., P. 27

En effet, la majorité des déplacés de Kanyosha a d'abord occupé l'école primaire de Kinanira. L'organisation faisait que les hommes aient des salles à part tandis que les femmes et les enfants occupaient les leurs. Il n'y avait donc presque pas d'occasion pour faire des relations intimes même chez des couples mariés. Contrairement à ce qu'affirme NZEYIMANA, les déplacés n'ont jamais pensé à limiter leurs naissances. Pour justifier ses arguments, NZEYIMANA dit :

> *« En effet, ces déplacés n'ayant pas assez de produits alimentaires pour nourrir leurs enfants, ils préfèrent en avoir peu. Pendant notre enquête, nous avons posé la question de savoir si les déplacés veulent ou non avoir plus d'enfants. Sur un échantillon de 265 ménages, seulement 27 parents nous ont rassuré qu'ils continueront à mettre au monde soit 10,1% de la population échantillonnée (sic). Même ce petit nombre résulte de l'influence religieuse. Nous avons signalé plus haut que le camp héberge un nombre assez important des pentecôtistes. Ceux-ci ne peuvent pas s'empêcher de mettre au monde d'autant plus que leur religion ne le leur permet pas. Sinon, ils auraient tous opté pour la limitation des naissances à cause de la pauvreté dans laquelle ils sont obligés de vivre depuis 1993. »*[13]

La première erreur qu'a faite NZEYIMANA, est de penser que toute réponse de l'enquêté est fruit de sa conviction. A ce sujet,

> *« La psychologie dynamique nous apprend que les hommes disent parfois autre chose que ce qu'ils pensent et qu'ils font autre chose que ce qu'ils disent...Force nous est de constater que le comportement d'un individu est rarement en parfaite concordance avec ses paroles. »*[14]

Tout paysan burundais sait que la limitation des naissances est une politique du gouvernement, il aura donc tendance à répondre dans le même sens sans toute fois y croire. Les pentecôtistes ont plutôt été sincères pour éviter de pécher par ironie. Si c'est le cas, on n'aurait pas observé la reprise timide dans la tranche d'âge [0,5]. La pauvreté augmente la mortalité infantile, il est vrai car dans les conditions difficiles, ce sont les vieillards et les enfants qui meurent avant les autres. Sinon, certains démographes affirment que « le lit du pauvre est fécond. »

---

[13] NZEYIMANA,E, op.cit., p.27

[14] La communication sociale et la guerre. Colloque des 20,21,22, Mai 1974. Etude de sociologie de la guerre. Bruxelles, Bruyant, 1972, P.387

Il a été le cas à l'école primaire de Kinanira des vieux et des enfants y ont péri massivement suite aux maladies. Le déplacé en gardera la mémoire.

Notre pyramide a aussi une particularité d'avoir un excédant d'hommes sur les femmes dans la tranche d'âge [20,25]. Même en dehors de la logique de la crise qui, nous l'avons déjà signalé, visait en premier lieu les hommes, les femmes sont plus nombreuses. Pour notre cas, nous pensons qu'un bon nombre de femmes partent pour se marier en dehors du site (ce qui n'est pas fréquent dans l'autre sens) et que des hommes de la même tranche d'âge viennent y loger à la quête de l'emploi. Nous ne pouvons pas ignorer que cette population n'a pas évolué ensemble. C'est une population rassemblée artificiellement.

I.1.5. Cadre de formation et de croissance du site des déplacés de Kanyosha.

I.1.5.1. Les sites de transit

En mairie de Bujumbura comme partout dans le pays, les déplacés ont occupé les bâtiments aux usages publics comme les écoles, les églises, les bureaux administratifs,etc. Les déplacés installés à Kanyosha ont d'abord été accueillis dans des lieux différents. Beaucoup d'entre eux ont été reçus dans les bâtiments de l'école primaire de Kinanira, d'autres au centre spirituel de Kiriri (près du campus), à la paroisse saint-Michel et aux églises de Pentecôte de Buyenzi et Kibenga. Ces derniers ont été obligés de s'héberger chez les particuliers en attendant la construction du site. N'étant plus capable de les supporter sur place, l'église de Pentecôte a préféré les assister dans des familles particulières. Il est donc difficile de retrouver leur mode de vie dans le temps, d'autant plus qu'ils ne vivaient pas ensemble. Le centre spirituel de Kiriri a envoyé à Kanyosha 33 ménages faits essentiellement des familles originaires de la commune Kanyosha. Ils restent minoritaires dans le site. Le gros est formé par les anciens occupants de l'école primaire de Kinanira. 176 ménages sur 300 que comptait le site au départ. Eux aussi ont transité dans un site provisoire à Kinanira III.

I.1.5.1.1. L'Ecole primaire de Kinanira

Depuis octobre 1993, l'école primaire de Kinanira a servi de site de déplacé pendant plus de 3 ans. Ils étaient plus de 450 (officiellement 700) qui devaient s'ajouter aux 1074 élèves suivis d'une quinzaine d'enseignants. Au départ, cela ne gênait en rien. La survie primait sur la scolarité. Ces réscapés étaient bien accueillis dans ce quartier nouvellement balkanisé au profit des tutsi. C'était aussi une force de plus dans la défense du quartier. Une femme déplacée s'est rappelée de la période :

« Baratwakiriye neza, hoho mbere ngira bari bacitaho impuzi. Baratwakiriye neza, baraduha ibifungurwa bikwiye. Mugabo nk'ubu aha turi ngaha, ntakintu nakimwe bakiduha...baraduharurutse, tubona ibintu birengana bija hariya mu Kabezi. »[15]

Qui signifie :

« Ils nous ont bien accueillis à l'époque, on peut dire qu'ils s'occupaient encore des déplacés. Ils nous ont bien accueillis, ils nous ont donné une nourriture suffisante. Mais actuellement, maintenant, ici où nous sommes, on ne nous donne rien...Ils nous ont abandonnés, nous voyons les choses défiler en direction de Kabezi. »

Cette période s'est vite envolée suite aux problèmes d'incompatibilité. Les déplacés deviennent des éléments gênants dans le quartier. La mission première d'une école ne peut pas se réaliser dans des maisons d'habitation. La surpopulation rendait insupportable la vie de tout le monde : les latrines étaient bouchées, l'hygiène menacée. Il fallait libérer l'école et ainsi sauver le quartier. Treize mois durant, le personnel de l'école associé aux parents et aux autorités administratives locales vont croiser le fer avec le comité de ces déplacés soutenu par certains politiciens. Les revendications étaient fondées sur l'abandon des travaux habituels de l'école et sa transformation en un camp des déplacés. Pour les déplacés, il fallait leur trouver un autre lieu sécurisant avant de penser à les chasser de l'école. La tension entre le personnel de l'école et les déplacés a monté jusqu'à l'arrêt de travail décidé le 21 décembre 1996 par le personnel de l'école. L'arrêt se prolongeant jusqu'à la création du site provisoire de Kinanira, le 11 janvier 1997. L'école sera réhabilitée par le HCR et l'ADRA.

Quoique résistants, les déplacés n'avaient pas des facilités dans l'école primaire de Kinanira III. Ils avaient six salles de classes ; 4 pour les femmes et les enfants et 2 pour les hommes.

Si nous prenons l'effectif de 450 personnes, nous aurons une moyenne de 75 personnes par salle de classe. Certains étaient obligés de passer la nuit dehors par manque de place à l'intérieur des salles. La vie intime des familles était inexistante, les couples étaient séparés mais la promiscuité favorisait la débauche. L'éducation des enfants n'était plus possible de tant plus que la notion de famille perdait progressivement son sens. Il fallait déménager. Mais vers où ? Kinanira III n'allait pas résoudre tous ces problèmes.

---

[15] NIYUNGEKO, G, 38 ans, cultivatrice, enquête réalisée à KANYOSHA par l'auteur en juillet 2002.

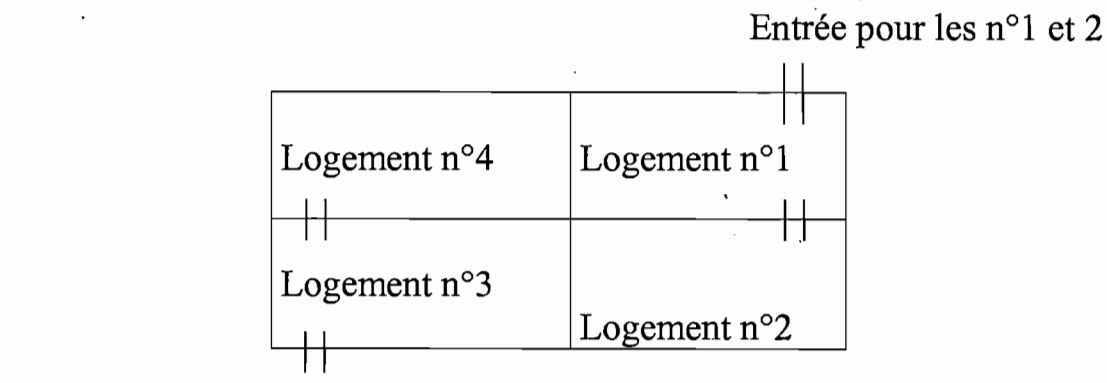
I.1.5.1.2 Le site provisoire de Kinanira III

Pour une durée de trois mois, les autorités militaires ont accordé à l'administration locale un terrain pour servir de site provisoire en attendant l'installation définitive de ces déplacés. Il va falloir 8 mois de plus pour que ce futur quartier militaire soit dégagé. Le site était construit en bâches par le trio HCR, UNICEF et MRRDR. Le premier a donné les bâches, le second a construit les latrines tandis que le dernier a payé la main d'œuvre, les perches, les clous et les planchettes.

Quoique sécurisés militairement, les déplacés ont eu beaucoup de difficultés dans cet endroit. Les bâches chauffaient le jour, et la nuit il faisait très froid. L'hygiène faisait défaut. Les maladies emportaient plus qu'avant. De forme rectangulaire le plan de cette maisonnette était subdivisé en quatre parties et une tente occupée par quatre ménages. L'unité familiale tentait timidement de se restituer. Toute la famille logeait dans une même chambre. La maisonnette n'avait que deux sorties ce qui obligeait deux des quatre ménages de devoir passer par les chambres des voisins pour communiquer avec l'extérieur. Ceci réduisait et violait l'intimité familiale recherchée. Les intervenants étaient loin de satisfaire à la demande.

Un site qui améliorait les conditions de vie était un souhait pour tout le monde. Pourtant la création du site de Kanyosha en août 1997 n'a pas plu aux déplacés qui croyaient que la sécurité n'était pas garantie. Soutenus toujours par les mêmes politiciens, ils ont tenté, mais en vain, de résister. Ils n'avaient pas les moyens de faire la résistance. Ils ont cédé et le gouvernement a promis la sécurisation du nouveau site.

Vue en plan d'une tente au site de Kinanira III.



I.1.5.2. Le site des déplacés de Kanyosha

Ce site a été implanté sur un terrain acheté à 42 millions de Fbu par le HCR à l'ECOSAT dans le cadre du soutien à la politique de réinsertion des déplacés initiée par le gouvernement. La communauté des églises de Pentecôte du Burundi (CEPBU) en collaboration avec les églises de Pentecôte de Suède a construit le site et a installé elle-même les déplacés. Ce site a été construit en deux temps. Ils ont commencé par la construction de 300 maisons auxquelles ils ont ajouté 219 autres. L'ancien regroupement est désormais appelés site I et le nouveau site II.

I.1.5.2.1. Le site I.

Dès Août 1997, le site est ménagé pour recevoir 300 familles des déplacés hébergés ici et là en Mairie de Bujumbura. La distribution se faisait dans un ordre bien précis. Il fallait d'abord servir les déplacés vivant déjà dans les sites et les anciens hébergés aux églises de Pentecôte de Bujumbura avant de servir les autres. Trois sites étaient créés en même temps en Mairie de Bujumbura à savoir Kiyange et Carama au Nord ainsi que Kanyosha au Sud. Mais un grand nombre de déplacés restait sans logement.

Le coût d'un logement inclut tous les matériaux et la main d'œuvre s'élevait, selon le MRRDR à 265.560 F. S'ils acceptent que les fouilles de fondation et la production des briques adobes étaient exécutées par le bénéficiaire.

Coût estimatif des matériaux pour un logement d'un ménage.

Désignation	**U**	**Q**	**PU**	**PT**
Fouille pour fondation	m^3	6	300	1.800
Fondation en moellons de carrière	Benne	1	16.000	16.000
Maçonnerie en briques adobes	Pce	1.200	10	12.000
Perches	Pce	40	500	20.000
Clous de 8 cm	Kg	2	500	1.000
Clous pour tôles	Kg	3	1.500	4.500
Tôles ondulées galvanisées de 2,44 m	Pce	45	2.500	112.500
Portes simples en bois	Pce	3	10.000	30.000
Fenêtres en bois	Pce	3	5.000	15.000
Madriers	Pce	5	1.500	7.500
Sous – total				221.300
Main d'oeuvre				44.260
Clous de 10 cm	kg	2	500	1.000
TOTAL				**265.560**

Source : MRRDR

Le MRRDR oublie que le déplacé devait aussi servir d'aide à un seul maçon payé par la CEPBU. Cet effort a été ignoré au MRRDR. Ces maisons ne pouvant pas tenir devant la pluie, chaque déplacé a, de sa manière et selon ses moyens, amélioré son habitation pour la protéger. Le site I va plus nous intéresser car il comprend les déplacés qui ont réellement vécu la vie de déplacé dans les différents sites de transit. Il comprend aussi les déplacés tutsi victimes des massacres à l'intérieur du pays ainsi que les déplacés Hutu victimes de la balkanisation des quartiers en Mairie de Bujumbura. Dans cette partie du site dite site I, ces derniers représentent 12%. Ils sont à majorité Pentecôtistes et ont préféré fuir vers leurs églises. Comme la distribution des parcelles se faisait au hasard, il est intéressant de connaître comment cohabitent ces personnes victimes de la « barbarie » ethnique dans les deux sens mais qui sont parfois condamnés à jumeler leurs maisons. La nouvelle partie du site héberge les gens qui étaient éparpillés dans la ville après le déplacement.

I.1.5.2.2. Le site II

La deuxième partie du site dite site II a été un ajout progressif pour servir le reste des déplacés non servi au premier tour. Ceux qui trouvaient que c'est honteux d'être appelé déplacé, ont vite remarqué qu'avoir une place dans le site est un moyen facile d'acquérir une parcelle gratuitement. La CEPBU se voit retirer le droit de distribuer les places. Elle se chargera désormais de construire mais la gestion de la terre revient à l'administration. Les habitants de cette deuxième partie du site sont en grande partie originaires de Kabezi. Ils se sont retirés après les incursions des assaillants dans leur commune pour sécuriser leurs familles. Ils louaient une maison en ville et exploitaient leurs propriétés à Kabezi, ce qu'ils font même maintenant. A ce sujet, NZEYIMANA nous dit :

> *« Nous avons constaté que les déplacés qui exploitent le plus leurs anciennes propriétés, sont les originaires des communes Kabezi et Buganda. »* [16]

Effectivement Buganda et Kabezi dominent le site II. Les moyens matériels leurs avaient permis de vivre en dehors des sites au départ. A ceux-là, s'ajoutent les petits fonctionnaires comme les enseignants, les infirmiers, les agents dans les sociétés, les anciens de l'église Pentecôte,... Il y a lieu de penser que même les non déplacés pouvaient avoir de la place s'ils sont connus des agents de l'administration. Quelqu'un nous a confié qu'il a eu la parcelle comme cadeau après avoir rendu un service à une autorité administrative de la Mairie. La majorité de ceux qui habitent cette partie ont les moyens matériels et ont transformé complètement les maisonnettes obtenues. Les deux parties du site sont complètements distincts.

I.2. Aménagement du site.

Le site a la forme d'un quart de cercle. Les voies périphériques ont des courbures remarquables surtout leurs sections supérieures. Celles de l'intérieur se coupent en décrivant les différents îlots qui ont ici la forme rectangulaire ou trapézoïdaux. Il a trois voies transversales deux aux extrémités et l'une au milieu.

La 4è et la 6è avenue du quartier Musama relient le site à la RN3, artère principale qui dessert la région. La première est bitumée et passe à l'extrémité nord du site et la seconde passe au milieu du site. A l'intérieur, les maisons sont orientées de deux manières différents, du Sud au Nord pour le site I, d'Ouest à l'Est au site II en général.

---

[16] NZEYIMANA,E, op. Cit., p.69.

Les routes n'ont pas de canalisation à l'intérieur du site. Elles sont boueuses après les pluies. La circulation devient difficile.

Chaque parcelle mesure en principe 15 m sur 12 m. Dans chacune est construite une maison et une latrine avec une petite cour. Les maisons longent les voies de communication et les entrées font face à la rue. Un bâtiment de 12 m sur 5,8 m rassemble deux maisons de 6 m sur 5,8 m attribuées à deux familles. Les deux maisons jumelées ont une hauteur de 3m. Chacune a trois chambres, un salon et un petit corridor. La fondation est construite en pierres ou en briques adobes. Les murs sont construits en briques adobes. Les portes et le fenêtres sont en bois et mesurent 2m sur 0,80 m et 65 cm sur 50 cm. La charpente mesure 12,6 m sur 6,8 m et est construite à l'aide du bois et des clous. Construites de la même façon, ces maisons sont à deux pentes avec une toiture en tôles ondulées et galvanisées.

I.3. Infrastructures sociales de base.

I.3.1. L'eau et l'assainissement.

Nous avons déjà montré que le site est bien servi en voies de communication et que le problème reste celui de canalisation et de la boue en cas de pluie faute de carrière. Au point de vue hygiénique le site n'a pas où jeter les ordures. Les déchets ménagers sont jetés dans une fosse aménagée dans la parcelle. Les ordures dans les parcelles dégagent des odeurs désagréables car à cela s'ajoute un archipel de latrines souvent mal tenues. Notons que c'est dans cette même partie de la parcelle que se fait la cuisine pour la majorité des déplacés si ce n'est pas à l'intérieur même de la maison. Peu de déplacés ont construit leurs cuisines.

L'eau est insuffisante, tout le site ne possède que trois bornes fontaines. Ceux-ci avaient été aménagé au départ pour servir les 300 maisons du site I. Il s'est donc ajouté un autre site de même dimensions presque. L'eau fait défaut dans le site. Souvent, les femmes font des queues le long de la journée devant les bornes fontaines qui alimentent aussi la population de Kajiji et les militaires qui gardent le site. Ces derniers obligent ces femmes de servir d'abord leurs positions respectives. Il n'est pas rares d'observer des bagarres de ce côté.

I.3.2. La santé

Le site possède un centre de santé qui dépend du Ministère de santé Publique. Il a été construit par le HCR en collaboration avec l'ADRA. Ce centre bien construit n'a ni l'eau ni l'électricité. Seulement de bons bâtiments et un vaste clôture. Il compte un personnel de 9 personnes ; 4 infirmières et 5 travailleurs et reçoit les médicaments du Ministère de la Santé Publique et du MSF Belgique. Il est au service des déplacés et des gens de l'extérieur. Les premiers, comme dans les autres dispensaires et hôpitaux publiques, présentent l'attestation de déplacés de guerre et la carte d'assurance délivrée par le service sociale de la mairie et non le service de comptabilité comme d'habitude. Le centre de santé attend l'eau et l'électricité pour démarrer le service de laboratoire et un frigo pour conserver les médicaments avant d'accéder à la gestion autonome comme les autres centres de santé publiques.

La question est de savoir comment autonomiser un dispensaire qui est au service des indigents. Pour l'infirmière titulaire du centre, tous les déplacés ne sont pas des indigents. Ils sont capables de se payer les soins à part quelques uns. Elle nous a confié qu'elle va demander la liste des vraies indigents avant le lancement du programme de l'autonomie. Ces infirmières qui, normalement sont au service des déplacés avant et après midi, se disent satisfaites des relations avec les déplacés qu'elles servent. Pourtant, ces derniers, convaincus que le dispensaire leur revenait, trouvent que ces infirmières abusent en vendant à leurs comptes des médicaments et en maltraitant des patients ressortissants du site. Malgré leur morbidité, les déplacés se passent de ce dispensaire et se font soigner loin du site comme à Musaga, à l'hôpital Prince Régent Charles ou au CHUK.

Par ailleurs les maladies les plus fréquentes dans le site sont : le paludisme, les maladies pulmonaires et la verminose. Les consultants dans ces hôpitaux ainsi que les médicaments sont servis après la présentation d'un bon signé par la direction sociale au MRRDR et qui reprend tous les soins accordés au bénéficiaire. La régularisation des comptes se fait après entre le MRRDR et son client. Les déplacés sont reconnaissants envers leur Ministère qui les sécurise au point de vue sanitaire car les tarifs dans ce domaine sont actuellement inabordables pour la majorité des habitants de ce pays.

I.3.3. La sécurité

Le site est un lieu fortifié, entouré par 9 positions militaires qui viennent renforcer une brigade de la gendarmerie implantée à moins de 100 mètres du site. Les militaires ne sont pas très nombreux pendant la journée. Les renforts viennent le soir avec un appui d'un véhicule blindé. Cela est justifié par les

menaces permanentes des mouvements armés contre la population du site. D'ailleurs ils ont déjà attaqué le site à plusieurs reprises mais ils ont été repoussés par les militaires. Cela renforce l'affection de ces populations envers les militaires jusqu'à les adorer comme le dit ce déplacé :

« Gucanga igisoda ni ihonyabwoko rishasha rizoba rishitse. »[17]

ce qui signifie :

« Reformer l'armée (en y intégrant les rebelles). C'est un nouveau génocide qui sera arrivé »

et un enfant de douze ans

"Iyo atababo (abasoda) tuba twarapfuye"

Pour dire :

(N'eut été eux (les militaires) nous serions tous morts[18].

Ces considérations peuvent changer selon les circonstances. Les sages par exemple déplorent le comportement de certains militaires qui font des bagarres dans des bistrots et qui incitent les jeunes filles à la débauche.

I.3.4. L'éducation

Le site n'a ni école primaire ni école secondaire. Il a seulement une école gardienne tenue par une association locale « DUFASHANYE KURERA IBIBONDO » (Soyons solidaire pour éduquer nos enfants) qui est financée par des ONGs qui s'occupent des enfants et ceux qui s'occupent des déplacés. L'école n'a ni enseignants qualifiés ni suivi hiérarchique. C'est une occupation des jeunes enfants au moment où les parents circulent pour gagner le pain quotidien. Le corps enseignant se réduit à un moniteur et une monitrice ne dépassant pas le niveau primaire.

L'enseignement primaire se fait à l'école primaire de Kanyosha II plus proche du site dans le quartier Musama ou à Kanyosha I dans le quartier Nyabaranda. Il y en a qui vont même à Kibenga ou à Kinanira faute de place dans les deux Kanyosha. Ceux du secondaire sont éparpillés partout dans le pays selon les filières pour ceux du 2ème cycle tandis que le premier cycle du secondaire est fait en Mairie de Bujumbura surtout au collège municipal de Kanyosha pour la plupart.

---

[17] NTIMPIRANGEZA Déo, 35 ans, cuisinier à l'UB enquête réalisée par l'auteur à Kanyosha en juillet 2002.

[18] *IRAKOZE Josette, 12 ans, écolière, enquête réalisée par l'auteur à Kanyosha en juillet 2002 à 10h00'.*

Le gouvernement prend en charge les enfants du secondaire en leur octroyant les frais de scolarité, le matériel scolaire et un ticket aller-retour pour ceux qui vont à l'intérieur du pays. Les parents payent l'argent de poche et s'occupent des plus jeunes restés à l'école primaire. Ceux-ci ne sont pas assistés par le gouvernement. Les déplacés trouvent que le nombre croissant des jeunes non scolarisés mérite une attention particulière pour éviter, dans les jours à venir, la généralisation de la délinquance et la débauche dans le site. Le chef du site nous a émis un souhait de voir ces jeunes apprendre les métiers, mais le grand problème reste l'alimentation du site en électricité. Notons que la délinquance, la drogue et la débauche ont une croissance inquiétante dans le site.

I.3.5. Le marché

Situé à 100 mètres du site dans le quartier Musama, le marché de Kanyosha est le principal lieu d'approvisionnement des déplacés. Quoique bien aménagé à l'instar des autres marchés modernes, le marché de Kanyosha a été victime de l'insécurité qui menace en permanence la partie. Les rebelles y ont souvent fait des incursions et pillés les vendeurs. Les commerçants ont donc peur d'y investir de grosses sommes. Il est presque totalement tenu par les vendeurs de produits alimentaires. Les déplacés y font des achats et des ventes la journée, et le soir ils rentrent à l'antérieur du site pour se rencontrer dans une rue transformée en marché. Ce petit marché a une importance capitale de tant il permet aux journaliers (et ils sont nombreux) de s'acheter la ration du soir. Ils n'ont ni le temps ni les moyens de le faire la journée. Mais aussi, il permet à ceux qui n'ont pas tout vendu la journée, de vendre en ce moment surtout que pour les produits alimentaires, la conservation n'est pas facile. Pour d'autres achats, les déplacés vont au marché central. Ruziba et Gitaza sont aussi fréquentés par certains habitants du site de Kanyosha.

I.3.6. La religion

Dans sa construction, le site a été doté d'une chapelle pentécôtiste. Construite avec le même matériel à la différence des briques qui sont ici cuites, celle-ci mesurait 20 m x 12 m. Dépourvue de bancs à l'intérieur, cette église qui ne connaît pas de ciment reflète parfaitement l'image du site. Les membres qui se comptent aux environs de 600 personnes ont pu l'équiper en petits bancs faits de planches non rabotées et l'ont agrandi de 40 %. Actuellement elle a 32 m sur 12 m. Ils sont bien sûr d'origine modeste mais ils sont déterminés à servir leur Dieu à travers leur église. C'est aussi une communauté importante par son effectif. Il n'est pas facile de connaître le nombre exact de ses membres pour des raisons diverses. La première est que tous les membres de la communauté pentecôtiste du site ne fréquentent pas la chapelle. Certains vont à Kibenga ou

ailleurs. Il y en a même qui vont à Kinama. La deuxième raison est que les protestants en général sont, du moins pendant la période de notre enquête, en mutations permanentes. Une partie des membres de l'église de Pentecôte a formé une communauté indépendante dénommée « RHEMA CHURCH .» Lors de notre enquête, ces gens se cherchaient encore et il était difficile de savoir si tel est parti ou pas. La troisième raison et qui nous a trop géné, c'est la discrétion du clergé pentécôtiste en général et celle des gestionnaires locaux de la chapelle en particulier. Confrontés à ces problèmes de dissidence, ces responsables locaux n'ont pas eu confiance en nous doutant que nous pourrions être l'agent de leurs rivaux. L'évangéliste responsable nous a refusé toute information car dit-il, les choses de l'église sont sacrées, donc non à divulguer.

NZEYIMANA donne le nombre de 1000 personnes, un nombre que nous trouvons très élevé. Au cours de nos enquêtes nous les avons estimés à 600 personnes. La chapelle locale compte à elle-seule 500 personnes. C'est une église qui évolue rapidement car chaque année, elle acquiert une soixantaine de convertis soit plus de 10 %. Ces derniers proviennent pour la plupart de l'église catholique. Celle-ci, qui, pourtant était majoritaire dans le site (2 fois plus que le premiers) se sentent étouffés par le zèle exagéré des premiers.

Le lieu de culte est éloigné du site ce qui diminue d'avantage la participation des déplacés dans la messe paroissiale. Ce sont pour la plupart des catholiques de nom.

A part ces communautés, le site ne compte pas 5 % de sa population ailleurs. Sur une liste de 114 chefs de ménage du site I, 61 (soit 53,5 %) sont catholiques, 49 sont des pentecôtistes (soit 43,0) et 4 sans religion (soit 3,5 %). Ces estimations sont à relativiser surtout qu'elles ne considèrent que les chefs de ménage. Il n'est pas rare de trouver un chef de ménage catholique mais dont certains de ses membres sont protestants. Seul l'inverse n'est pas fréquent. Nous dirons alors que dans le site I les pentecôtistes dépassent de loin 43 %. Les catholiques se relèvent dans le site II. L'importance des pentecôtistes dans le site I s'explique par deux raisons. Les déplacés ressortissants de Cibitoke, Bujumbura-Rural et de la partie Imbo de Bururi accueillis dans les sites provisoires de Bujumbura-Mairie dont l'école primaire de Kinanira ont progressivement retourné dans des sites proches de chez-eux créés par les militaires après avoir chassés les rebelles qui, dans certains cas, venait d'y passer plus d'une année.

La plupart des pentecôtistes n'ont pas suivi ce mouvement des gens qui allaient vivre du pillage et dans des règlements de compte perpétuels. Se laisser entraîner par ce mouvement montrait en fait, aux yeux des pentecôtistes, la perte de la morale chrétienne, donc de la foi et par conséquent la perte de la place dans

l'église. Ils sont donc restés dans le site et sont devenus majoritaires pour le cas de Kinanira L'autre raison est la part du distributeur des parcelles qui donnait la priorité aux membres de son église qui étaient dans le besoin. De nombreux anciens et évangélistes pentecôtistes ont eu des places dans ce site.

La prédication pentécôtiste diffère de l'homélie catholique qui commente les textes du jour ne tenant pas souvent compte de la situation de l'auditorat. Dans la chapelle pentécôtiste de Kanyosha, le discours religieux et, le plus souvent, réconfortant. L'histoire de Job[19] est fréquente tout comme certains cantiques comme celle-ci :

« Iyo mpuye n'amagorwa
Mpemukiwe n'abantu
Umusaraba uzontera
Amahoro y'Imana »[20]

Ce qui signifie :

« Si je suis dans la détresse
Déçu par les hommes
La croix ma donnera
La paix divine »

Ou encore :

« Usiogope mateso yako, Mungu anakurinda
Bari, tazama mapenzi yake, Mungu anakurinda »[21]

Qui signifie :

« N'aie pas peur de tes problèmes, Dieu te garde.
Regarde plutôt son amour, Dieu te garde. »

L'autre aspect de ce discours est un témoignage de salut que font les initiés expérimentés aux autres :

Twari twararuhijwe, twiganyira twihevye
None turaruhutse, Yesu niwe muganga[22]

Qui se traduit

« Nous étions fatigués, nous plaignent dans la détresse
Maintenant nous nous reposons, c'est Jésus le médecin .»

---

[19] Job est un personnage de l'ancien testament qui, pour avoir enduré courageusement et pieusement aux malheurs, connut une très grande prospérité dans ses dernières années.

[20] Indirimbo zo Guhimbaza Imana N° 250, Gitega C.E.B, P.85

[21] Nyimbo za Wokovu N°54, Mweya, Goupe Memorial Press, P.43

[22] Indirimbo zo Guhimbaza Imana N° 246, Gitega C.E.B, P. 84

Ceux-ci appellent les autres qui se trouvent dans la même situation à rejoindre le camp des « sauvés » :

« Ntutinye reka gucobogora
Ntahinduka aragukunda
Izere gusa ntuzogira ico ubura
Uwufise Yesu akena iki »[23]

Qui signifie :

« Ne crains pas, ne sois pas désespéré
Il ne change pas et il t'aime
Crois seulement tu ne manqueras rien
De quoi manque celui qui a Jésus ? »

Cet appel est satisfait par une conversion massive comme nous l'avons déjà dit : une cinquantaine de plus chaque année. Ils veulent expérimenter cette paix et cette prospérité que Jésus donne pour en prêcher aux autres. Une fois déçus, ils changent de camp. C'est encore un élément d'explication des changements permanents dans les églises protestantes et leurs multiplications dans cette période de crise.

I.3.7. L'assistance humanitaire

Les organisations humanitaires qui œuvrent dans le site peuvent être classées selon le domaine d'intervention, le type de bénéficiaires ou la durée d'intervention .

I.3.7.1. Le domaine d'intervention

Le Programme Alimentaire Mondiale (PAM) ainsi que certaines associations locales distribuent des vivres aux déplacés. Ce sont certaines églises protestantes qui coopèrent avec leurs maisons mères. Ils distribuent le riz, le haricot, la farine du maïs et rarement de l'huile, du petit pois et d'autres types de graines baptisés par les déplacés « Ubukanada », le Canada ». Quelques fois, ils donnent aussi le matériel de cuisine en même temps que les vivres. D'autres organisations comme ACORD, le centre des jeunes Kamenge et ADRA soutiennent les associations des déplacés dans le domaine d'agriculture et d'élevage. ACORD distribue des chèvres et les autres donnent des semences. D'autres « bienfaiteurs » interviennent dans le domaine de la santé et d'hygiène. C'est comme le MSF et ADRA qui distribuent les médicaments et les moustiquaires et qui ont même construit le centre de santé interne.

---

[23] Indirimbo zo Guhimbaza Imana N° 205, Gitega C.E.B , P.69

Dans le domaine de l'éducation, l'UNICEF à travers l'association des scouts du Burundi finance une école maternelle locale et distribue le matériel scolaire à travers des association locales. Ces ONGs distribuent des aides à travers le gouvernement ou les associations. D'autres servent dans l'encadrement des déplacés comme la CPF.

I.3.7.2. Le type de bénéficiaire

Certains ONGS exigent la formation d'une association pour obtenir leurs aides. Elles sont nombreuses dans le domaine de financement des projets de réinsertion comme l'agriculture et l'élevage. D'autres s'occupent des catégories de déplacés, les femmes, les veuves, les orphelins, etc... Elles sont plus efficaces surtout que leurs aident ciblent les besoins bien connus. La troisième catégorie et celle des ONGs qui, lors de la distribution des aides tiennent compte du ménage ou de la personne déplacée sans aucune autre considération. Ce sont surtout des distributeurs de vivres ou des donateurs occasionnels.

I.3.7.3. La durée du projet

Les « bienfaiteurs » peuvent se classer entre les permanents et les occasionnels. Les premiers sont des ONGs internationales qui ont, dans leurs programmes, un volet humanitaire. Les seconds sont des associations qui n'ont pas de source stable dans leur financement. C'est le cas des églises et des associations locales. A Kanyosha, l'assistance humanitaire n'est pas permanente ou régulière. Les déplacés se débrouillent autrement. Le site ne connaît aucun mendiant et nous nous sommes demandé comment vivent les incapables qui ne peuvent pas courir dans la ville pour gagner le pain quotidien. Nous pensons qu'ils sont supportés par leurs voisins. Ceci s'observe aussi en cas d'hospitalisation ou de la mort d'un déplacé, il y a une mobilisation à l'assistance surtout chez les voisins plus proches. C'est l'héritage de la campagne.

Conclusion

Après un long périple, les déplacés de Kanyosha sont enfin installés dans un site aménagé. Ce nouveau village équipé de quelques infrastructures sociales a amélioré le mode de vie du déplacé d'où une reprise de croissance démographique. Comme l'aide humanitaire tend à disparaître, le déplacé se débat pour s'adapter au nouveau mode de vie.

CHAP. II : PROBLEMES ET ADAPTATION DES DEPLACES A KANYOSHA

II.1. Les nouveaux problèmes

II.1.1. Le manque de travail

Si nous assimilons le terme « chômage » comme l'état d'attente d'un emploi après la perte du sien comme le définit le dictionnaire de Géographie : la situation d'un travailleur qui a perdu son emploi et enquête du nouvel emploi[24], le site serait tout simplement une réserve de chômeurs. Venus du milieu rural où ils s'occupaient de l'agriculture et de l'élevage, ces gens sont pour la plupart inoccupés et cherchent encore une activité remplaçante. Seul 24 chefs de ménages sur 300 du site I ont des activités professionnelles durables : de petits fonctionnaires, des militaires ainsi que des membres du clergé pentécôtiste. D'autres font ce qu'on leur offre faute d'avoir des fonctions fixes. Mais, le gros, formé surtout des femmes, restent à la maison alors qu'auparavant elles s'occupaient des champs en permanence. Ceci reste un grand problème étant donné qu'ils ne peuvent pas avoir des terres suffisantes pour pratiquer leur métier de l'enfance. Dans la plupart des ménages, l'homme court ici et là chercher quelqu'un pouvant lui demander un service, contre payement bien sûr. La femme s'occupe de la maison, des soins des enfants de la propreté et de la cuisine. Ce genre de vie ne garantit pas la sécurité alimentaire car rien ne garantit la réussite de la mission du père de la famille. On ignore comment les plus faibles (vieillards et enfants orphelins) parviennent à survivre dans ces conditions.

II.1.2. La sous-alimentation

La pauvreté due au manque de travail entraîne les déplacés dans un manque de nourriture. Il y en a qui ne mangent qu'une seule fois par jour. Ceci n'est pas régulier car quelqu'un peut trouver de quoi nourrir sa famille pendant une semaine et en manquer la semaine suivante. C'est le cas d'aides alimentaires qui peuvent s'obtenir une seule fois dans trois mois. Les déplacés consomment en général la pâte du manioc et le poisson ; la ration traditionnelle pour la population de la région d'Imbo.

---

[24] GEORGE,P, et VERGE,F, Dictionnaire de Géographie, Paris, PUF, 6è, 1996, P.147

Elle ne coûte pas très cher, surtout que ces gens savent bien gérer le poisson. Il y a une opinion qui dit que cette ration n'est pas complète, mais chez ces populations elle est délicieuse. Les difficultés alimentaires qu'ont rencontrées ces gens sont liées au fait de se voir imposer par les ONGs humanitaires la consommation de la pâte du maïs et le haricot.

La majorité de ces déplacés préfère vendre ce don pour acheter d'autres produits préférés. Les déplacés consomment aussi le riz et les feuilles de manioc (isombe). Moins fréquemment ils consomment la patate douce, la banane, la pomme de terre et le haricot. Tous ces produits s'obtiennent à travers le marché alors que les revenus de cette population sont incertains. Le manque et la mauvaise qualité des aliments consommés, rendent les déplacés morbides surtout que tout cela s'ajoute à la fatigue journalière pour ceux qui ont quoi faire.

II.1.3. Problèmes culturels

Ceci peut se concevoir de deux façon : l'opposition entre la vie de paysan et du citadin mais aussi la diversité dans les habitudes dû aux origines diversifiées des habitants du site.

II.1.3.1. L'Antagonisme paysans-citadins

Le déplacé n'a pas préparé le changement de son milieu de vie. Il se considère toujours comme paysan. Si on lui demande sa profession, il répond directement qu'il est agriculteur. Il veut donc faire les mêmes pratiques, observer les mêmes coutumes que ceux de la campagne. Pourtant ils sont condamnés à vivre dans la ville où les conditions de vie tout comme l'entourage lui impose l'abandon de ses anciennes habitudes. De cela est né le conflit de générations, les plus jeunes s'identifient au nouveau milieu tandis que leurs parents voudraient qu'ils restent sous le poids des anciennes coutumes.

Les enfants qui étudient avec des condisciples citadins développent facilement des relations amicales plus que leurs parents qui se rencontrent dans la logique patrons-ouvriers. Ces enfants suivent les mêmes programmes, s'habillent de la même manière et font les mêmes jeux. Cela conduit à l'abandon des anciennes coutumes et au refus des exigences que veulent leur imposer les parents. Les parents disent que le grand problème que connaît le site est en rapport avec l'éducation des enfants. Ceci va loin de ces considérations pour se justifier par les conditions de vie. Des jeunes filles se prostituent pour gagner leurs pains quotidiens avec comme principaux clients des militaires qui assurent la sécurité du site. Ceux-ci entraînent aussi des jeunes « gosses » qui mangent le

reste de leurs nourritures en échange des services rendus. Ces enfants abandonnent l'école pour devenir leurs domestiques permanents. Le cas le plus étonnant est cet enfant qui, après avoir réussi au concours national, préféra suivre un groupe de soldats qu'il servait comme domestique. Les parents assistent impuissament à la dégradation des coutumes léguées par leurs ancêtres.

II.1.3.2. Diversité dans les habitudes chez les habitants du site.

Les habitants du site n'ont vraiment pas de cultures très diversifiées. La majorité est originaire de la région d'Imbo. Tous parlent le kirundi mais on peut distinguer ceux qui viennent de Cibitoke de ceux de Bujumbura-rural par leur intonation. Ils consomment la même chose, la pâte du manioc reste l'aliment de base. La spécialité de la pâte du manioc dit « ubuswage » est plus consommé par ceux de l'Imbo-sud que d'Imbo-nord. Les femmes ont l'habitude de porter des pagnes en coton avec des foulards sur la tête. Les hommes prennent de la bière locale dont les bistrots sont nombreux dans le site mais les cas de querelles causés par l'ivresse ne sont pas fréquents. Les relations sont aussi bonnes entre les différentes communautés religieuses et ethniques.

Les habitants du site se sentent comme issus d'une même famille. Ils ont un responsable aidé par un conseil des sages. Ils savent que leur sort est commun surtout au point de vue sécuritaire. Les activités politiques sont presque inexistantes. Seul un petit groupe des jeunes, militants du PARENA et un autre de vieux, militants de l'UPRONA, manifestent leurs appartenances politiques à l'intérieur du site. Les activités culturelles sont presque oubliées sauf chez les protestants qui sont majoritairement membres des différentes chorales dans leurs églises respectives.

II.2. L'Autoprise en charge des déplacés

Face à tous ces problèmes, les déplacés luttent constamment pour leur survie. Ils cherchent où cultiver, pratiquer un petit élevage, font le commerce et l'artisanat. D'autres s'enrôlent comme ouvriers journaliers à l'extérieur. Ils peuvent se regrouper dans des associations ou travailler d'une manière isolée dans les deux cas pour chercher plus de production.

II.2.1. L'agriculture et l'élevage

Nous avons déjà signalé que les déplacés sont des cultivateurs qui n'ont plus de terres à cultiver. Ils ont eu un petit lopin de terre de 40 sur 25 m par ménage à Kizingwe (un peu au sud mais dans la même zone). Ils y cultivent le manioc et la récolte se fait annuellement. La récolte n'est pas satisfaisante mais, c'est un geste d'une importance capitale comme le déclare un de ces déplacés :

« Kuvyerekeye aho hantu turima, mubisanzwe ni hato. Mugabo naho ari hato haradufashije ibintu bitari bike »[25]

Traduisons :

« Concernant là où nous cultivons, normalement c'est un petit champ. Mais quoique petit, il nous aide dans pas mal de choses »

Ce petit champ permet au déplacé de refaire l'agriculture car parmi les grandes difficultés qu'ont les déplacés, il y a le fait de ne pas cultiver tout simplement. Evoquant la période d'avant la crise, le déplacé parle de l'agriculture en premier lieu :

« Twararima, tukarya, twari tubayeho neza. »[26]

Ce qui signifie :

« Nous cultivions et mangions, nous ménions une vie aisée. »

Pour lui, cultiver et manger rendent la vie heureuse. Trouver donc où cultiver, c'est plus une réponse psychologique qu'économique. L'importance économique du champ n'est pas négligeable non plus. La récolte se fait au mois de septembre alors que depuis janvier ils en consomment les feuilles. Les déplacés cherchent chez les particuliers des places pour cultiver les légumes soit le long des routes ou dans des parcelles non construites. Pour la plupart dans ces familles, un des membres (souvent le père ou la mère de la famille) retourne sur la colline et exploite l'ancienne propriété. Ils reviennentt avec des sacs de vivre une fois la semaine, deux semaines ou le mois, selon la distance ou selon les moyens.

Nous pouvons affirmer qu'actuellement la plupart des ménages vivent de cette pratique depuis la disparition des aides en vivres et l'amélioration de la sécurité chez eux. Dans son enquête, NZEYIMANA a dressé un tableau qui montre la fréquence de cette pratique selon les communes d'origine

[25] SIMBAGIYE Pascasie, 70 ans, cultivatrice, enquête réalisée à Kanyosha par l'auteur en juillet 2002.
[26] NTACONAYIGIZE, 37 ans, cultivatrice, enquête réalisée à kanyosha par l'auteur en juillet 2002.

Tableau de répartion des déplacés qui exploitent leurs anciennes propriétés suivant les communes d'origine

Communes	Effectifs	Pourcentage
Kabezi	48	46,15
Buganda	22	21,15
Bugarama	9	8,65
Rumonge	9	8,65
Mairie	4	3,84
Gihanga	4	3,84
Rango	4	3,84
Mbuye	4	3,84
TOTAL	**104**	**100**

Sur 265 chefs de ménages enquêtés 104 lui ont affirmé qu'ils vivent des anciennes propriétés. Nous ne sommes pas convaincus que les 161 ménages qui restent n'ont pas de champs dans leurs anciennes propriétés. Tout le monde, sauf bien sûr ceux qui n'en avaient pas, exploitent leurs anciennes propriétés d'une manière ou d'une autre. Ils y vont occasionnellement pendant les périodes propices comme le labour ou la récolte. Les autres font cultiver leurs terres par leurs anciens voisins ou ces derniers les louent.

Si nous disons que l'agriculture a régressé chez les déplacés, l'élevage quant à lui a été anéanti.

Alors que nous nous apprêtions à rédiger ce mémoire, nous avons appris que les 12 vaches que nous avions recensées dans tout le site ont toutes été volées et que deux de leurs bergers ont été portés disparus. Nous savions que ces vaches faisaient les mêmes pâtures afin de réduire le pléthore de bergers. Les propriétaires gardaient à tour de rôle. Actuellement, le site n'a aucune tête de bovin. Le nombre de chèvres est quant même élevé suite à l'action d'une ONG qui en a fait la distribution. ACORD donne une chèvre pour trois ménages qui en partagent la progéniture. Ils ont aussi des volailles comme les poules, les canards et les pigeons. Ils élèvent aussi les lapins et les cobayes. L'élevage est freiné par le manque d'espace et les vols.

II.2.2. Le commerce

Certains déplacés savent faire du commerce qui ne demande pas de gros placements. Au mini – marché du site, des femmes viennent y vendre des produits alimentaires en quantités très minimes. Souvent ce sont les surplus des vivres apportés de l'ancienne propriété par le membre de la famille qui y réside. La vente de cette partie de la récolte va engendrer un capital pour animer un commerce qui fera vivre la famille en attendant le retour du délégué à la colline. Dans ce tableau NZEYIMANA montre les produits les plus vendus sur la place de ce marché du soir.

Les produits les plus vendus au mini-marché du camp des dépacés de Kanyosha[27]

Produits	Unités	Prix moyen	Nombre de détaillants
Farine du manioc	Casserole de 75 cl	100 F	10
Tomate	Un tas de 4 unités	100 F	4
Poisson sec	Un tas	50 F	4
Charbon	Un tas	50 F	5
Pomme de terre	Un tas de 11 unités	100 F	4
Avocat	Une unité	50 F	1
Légume	Un tas	50 F	

Nous allons nous intéresser surtout au nombre de détaillants car les prix changent sensiblement au cours de l'année. Les marchandes de la farine sont plus nombreuses. Leur marchandise peut durer longtemps sans être périmée. Il s'ajoute des marchandes occasionnelles qui vendent leurs récoltes de l'intérieur. D'autres produits au contraire, sont vendus par des gens qui achètent sur place pour revendre à un prix relativement élevé sur le lieu. Ils utilisent un petit capital et ne cherchent , pour la plupart, qu'à avoir la ration du jour et le capital pour le lendemain. Dans le site, ils vendent ce qui n'a pas été vendu au marché de Kanyosha. En dressant la liste des produits vendus au mini-marché de Kanyosha, NZEYIMANA a ignoré que cette liste change avec la période de production agricole. Si non, ce marché est alimenté suivant le calendrier agricole de l'Imbo.

En dehors de ces produits vivriers, quelques déplacés qui ont les moyens ont implanté dans le site, des bistrots de bière de banane ou les produits

[27] NZEYIMANA, E, op. Cit., p. 77

BRARUDI aussi que des boutiques aux articles divers. Nous avons pu établir un tableau.

Activités commerciales dans le site de Kanyosha

Activités	Nombre d'exploitations	Pourcentage
Bière de banane	17	44,74
Produits BRARUDI	7	18,42
Boutique	10	26,31
Charbon	4	10,53
TOTAL	**38**	**100**

Source : enquête réalisée par l'auteur (juillet – Août 2002)

Le produit le plus commercialisé dans le site est la bière qui, à elle seule occupe 63,11% d'exploitants. Pour faire le tableau ci-dessus, nous avons considéré celui qui a plus d'un casier chez les détaillants des produits BRARUDI. Pourtant, l'ensemble de ceux qui n'ont qu'un seul casier constituerait un grand bistrot. Les produits BRARUDI exigent un prix qui limite la clientèle dans le site. Ce sont surtout les militaires et les fonctionnaires qui fréquentent ces lieux. Les gens de l'extérieur ne sont pas nombreux à fréquenter ces bistrots plutôt on observe un mouvement inverse. La consommation de la bière est importante dans le site ; un tenant d'un de ces bistrots nous a confié qu'il peut faire consommer plus de 4 casiers par jour. Si nous acceptons que la consommation est la même dans les 7 bistrots, la consommation journalière de la bière BRARUDI dans le site est de 28 casiers par jour soit 336 bouteilles de PRIMUS. Considérant que la population du site est de 3346 personnes, un déplacé du site de Kanyosha prend une bouteille de bière dans les 10 jours. Ceci ne signifie pas grand chose si ce n'est que pour montrer que la bière BRARUDI, toujours considérée par le gros de la population burundaise comme une bière de luxe, est consommée en grande quantité dans un site dit des indigents.

Ces bistrots se concentrent dans le site II tandis que les bistrots de la bière de banane sont majoritaires dans le site I. Ceci est en rapport avec le pouvoir d'achat de l'entourage. La bière de banane consommée dans le site provient de la commune Rugombo en province de Cibitoke d'où le surnom de bière rugombo. Un camion passe chaque jour pour distribuer ce boisson. Il s'ajoute de petits fournisseurs qui viennent de Kabezi dans Bujumbura-rural. Il paraît que ces derniers produisent une bière de qualité supérieure à celle de Rugombo, malheureusement en petite quantité.

NZEYIMANA nous dit qu'un seul détaillant de la bière de banane dans le site atteint entre 140 et 600 litres par semaine, soit une moyenne de 370 litres par

semaine. Pendant notre enquête, une bouteille de bière de banane s'achetait à 200 F tandis que celle de PRIMUS s'achetait à 500 F.
Dans 370 litres il y a 493 bouteilles qui coûtent 98.700 F. Rapportée aux 17 bistrots nous aurons une somme de 1.676.200 F par semaine soit 239.457 F par jour. A cette somme s'ajoute 168.000 F qui couvre la consommation journalière des produits BRARUDI dans le site. Nous aurons donc comme dépense journalière du site dans la bière, une somme de 407.457 F.

C'est une grande somme qui nous a surpris surtout que nous n'avions jamais pensé que les « nécessiteux » pourraient faire de si énormes dépenses dans l'alcool. Rappelons aussi l'importance des membres de l'église pentécôtiste qui, normalement s'abstiennent des produits alcoolisés et qui n'abusent même pas la consommation des limonades. Nous pouvons donc affirmer que cette énorme somme provient d'une petite minorité. La consommation de la bière chez les hommes chefs des ménages est un facteur principal de la pauvreté familiale dans ce site. Cette somme peut nourrir plus de 400 ménages du site qui s'approvisionnent au petit marché local (voir les prix des produits vendus au mini marché du camp des déplacés de Kanyosha)

Les boutiques alimentent le site en produits de première nécessité comme le sel, la bougie, le pétrole, le sucre,etc.... Elles vendent aussi les produits alimentaires comme le haricot, le riz, les pommes de terre dans toutes leurs variétés. D'autres sont le matériel scolaire ou ménager ainsi que les produits d'amusement pour les enfants comme des bonbons, des amuse-gueules, des jouets,etc. Pour nous, les balles de tennis (utilisées comme jouets pour les enfants), les cartes pour téléphones mobiles, le lait en poudre, le miel, l'huile de coton et en quelque sorte le pain font partie des objets de luxe dans un site des déplacés. Pourtant, ils sont vendus dans ces boutiques et ne sont achetés que par les déplacés. Il arrive que la boutique soit en même temps un bistrot où se servent les produits BRARUDI. La discrétion de leurs tenants qui craignent la concurrence ne nous a pas permis de connaître les détails de leur commerce. Ce qui est sûr c'est que, contrairement aux commerçants de bière, eux connaissent la mévente. Les petites boutiques sont menacées par la faillite. Trois ont fermé leurs portes entre 2001 et 2002 mais dans cette même période le site a enregistré trois nouvelles boutiques. Les grandes boutiques, 3 dans le site II et 1 dans le site I se portent bien. Ceci s'explique par les capitaux qui sont en peu élevés ainsi que l'ancienneté qui stabilise les clients. Ces derniers, avec leur pouvoir d'achat fragile (des journaliers à majorité) préfèrent acheter chez ceux qui vont leur donner des biens par crédit en cas des difficultés financières.
Ce ne sont donc que de grandes boutiques qui le peuvent. Les petites boutiques souffrent de ce phénomène.

Les produits indispensables sont les plus consommés dans ces boutiques. Etant toujours obligés d'assaisonner leurs mets, les habitants du site ne vont pas se passer du sel vendu dans la boutique. Il est de même pour le pétrole ou les bougies pour éclairer les maisons. Les boutiques vendent le haricot plus que les autres produits vivriers. Ces produits sont achetés par ceux qui ont plus de moyens, les autres se contentent des produits du marché jugés à bas prix. Quelques autres produits sont indispensables dans un ménage, il s'agit du savon, de la bougie ou le pétrole comme nous venons de le signaler. D'ailleurs les produits que nous disons de luxe sont aussi vendus comme les autres. Pour certains de ces produits, les boutiquiers ont une clientèle fixe ; les cartes pour téléphones ne sont achetées que par ceux qui en possèdent et ils ne sont pas nombreux. Un boutiquier nous a confié qu'il peut vendre 25 pains français chaque matin, ce qui prouverait un niveau d'aisance s'il est le cas dans les autres boutique. Nous aurions 250 pains consommés au petit déjeuner dans le site. D'autres ventes sont dictées par les besoins du moment. Il s'agit du matériel scolaire. Les produits de beauté pour les femmes, les dentifrices, les cirages sont des produits achetés par ceux qui s'estiment capables. Ce ne sont pas tous les ménages qui sont concernés par ces achats dans le site.

Nous avons déjà dit que pour les produits alimentaires, les boutiquiers sont concernés par les petits vendeurs soit du marché et du mini-marché du site soit ceux qui étalent les produits devant leurs maisons. Ceci concerne le commerce de la banane, de l'huile de palme, les fruits, le pétrole, etc. C'est le même problème chez les tenants des bistrots qui sont concurrencés par ceux qui détaillent un seul casier à la maison.

Ce phénomène est la cause principale de la mévente chez les vendeurs de charbon. Les petits vendeurs préfèrent détailler le charbon pour deux raisons principales : le produit ne peut pas être périmé mais aussi il est indispensable dans le ménage. Il est vrai dans certaines familles, l'usage du charbon est inconnu, ils cherchent du bois de chauffage malgré sa rareté dans la ville car le charbon coûte cher.

La fréquence d'exploitation dépend de l'effectif des consommateurs et de l'importance de la concurrence. Nous n'ignorons pas la place des prix des produits. C'est d'ailleurs pourquoi la bière de banane occupe plus de commerçants que les produits BRARUDI. Ces derniers connaissent aussi la concurrence des vendeurs de casiers uniques. La boutique est pleine de produits indispensables d'où leur importance. La mévente due à la misère des clients fait que les unes ferment mais leur importance fera naître de nouvelles. Les vendeurs de charbons sont moins nombreux non pas que le produit est sans importance mais parce que la concurrence des petits détaillants est grande.

II.2.3. L'artisanat

Le site héberge un bon nombre d'artisans qui travaillent à l'extérieur, dans les quartiers périphériques ou au marché de Kanyosha. Il est donc difficile de connaître leur nombre exact. La majorité sont des maçons qui ont appris le métier sur terrain ayant commencé comme aide maçons cherchant à faire vivre la famille. En forgeant petit à petit, ils sont devenus forgerons et sont engagés dans des chantiers publics où ils gagnent 2000 F par jour soit un revenu mensuel de 52.000 F par mois. Ce salaire journalier reste fixe même pour un particulier qui engage un maçon de ce type. Son aide reçoit la moitié du salaire soit 1000 F par jour. Le grand problème est la non permanence du travail ce qui contraint ces maçons à passer des jours voire même des semaines ou des mois sans trouver où travailler. Nous ne pouvons pas oublier le gaspillage comme problème chez ces maçons car ils forment le gros des consommateurs de bière. C'est pourtant parmi eux que nous avons trouvé des déplacés qui ont transformé leurs maisons pour les améliorer. Ceci pour deux raisons : la première est qu'ils sont eux – même constructeurs. Au moment du chômage, ils peuvent s'occuper de leurs maisons respectives. La deuxième est qu'ils ont des revenus supérieurs qui leur permettent de s'acheter les matériaux modernes de construction.

D'autres artisans sont les tailleurs . Les uns le sont depuis l'avant crise et sont parvenu à apporter leurs machines. Ils sont au nombre de trois et travaillent au marché de Kanyosha et chez-eux dans le site. Leurs services restent archaïques. D'autres sont des jeunes formés au centre artisanal de Musaga (C.A.M en sigle) ou au Centre d'Enseignement des Métiers de Musaga (C.E.M). Ils s'organisent en association et ont déjà 2 ateliers à l'extérieur du site. Ils ont une clientèle abondante provenant de leurs voisins déplacés, mais aussi des gens de l'extérieur enviant la qualité de leurs services. Leur grand problème est le manque de maison pouvant servir d'ateliers car faute de ne pas trouver de l'électricité dans le site, ils sont obligés de louer à plus cher des maisons à l'extérieur du site. Il leur manque aussi le matériel nécessaire pour faire une couture concurrentielle dans la ville. Nous précisons qu'ils ont commencé avec des machines obtenus par crédit mais qu'ils les ont déjà payées.

Ils s'ajoutent des réparateurs des appareils éléctroniques. Ils peuvent gagner entre 1000 F et 1500 F par jour. Eux aussi travaillent à l'extérieur du site. Leur nombre n'est pas réduit dans le site faute des objets à réparer mais aussi parce que ce sont des métiers qu'ils n'ont pas connus avant la crise pour les pratiquer.

I.2.4. Autres activités

Le secteur tertiaire occupe une bonne partie des déplacés de Kanyosha. Certains sont engagés dans des services du gardiennage et d'autres font du taxi vélo. Nous avons signalé que le site abrite quelques petits fonctionnaires et un groupe de clergé pentécôtiste.

La crise grandissante a installé un climat d'insécurité dans la ville de Bujumbura. Des murs se sont érigés pour clôturer les parcelles, non pour restaurer la tradition des enclos (urugo) mais plutôt pour se protéger contre le vandalisme des groupes terroristes qui semaient la terreur dans la ville. Il fallait aussi qu'il y ait quelqu'un pour ouvrir et fermer le portail et aussi contrôler les va-et-vient. Des sociétés ont été créées pour récupérer la force en débandade que détenaient les déplacés et d'autres désœuvrés de la ville pour assurer le gardiennage de ces maisons promettant des garanties. Ils sont donc payés mensuellement au sein de la P.S.G, City Sécurity company, V.B,... Leur salaire oscille entre 15.000 F et 20.000 F avec un congé annuel de 20 jours. Ils travaillent soit le jour soit la nuit et les rotations se font à 7h00' du matin et à 17h30' du soir. Ceux qui travaillent la nuit peuvent s'engager comme journaliers dans des chantiers et ainsi augmenter le revenu familial. Ce genre d'activité occupe un très grand nombre d'hommes vivant dans le site des déplacés de Kanyosha.

Le phénomène de taxi-vélo, un nom qui désigne en même temps le vélo-taxi et le taxi-cycliste n'existait pas à Kanyosha avant la crise de 1993. Il a été la réaction au manque de déplacement que connaissait Kanyosha dans ses premiers moments de la réhabilitation, période de l'installation du site. Le trafic s'arrêtait au petit séminaire de Kanyosha et les vélos-taxis faisaient la relève. Le phénomène survit jusqu'aujourd'hui. Celui qui a les moyens peut acheter un, deux où trois vélos et les utilisateurs viennent chercher du travail chez lui. Pas mal de jeunes déplacés font ce genre d'activité. Le patron reçoit une somme de 1000 F par jour et n'intervient que pour des réparations importantes nécessitant une grande somme d'argent. Les petites pannes sont réparées sur les frais de l'usager ce dernier peut gagner facilement 1500 F par jour soit un revenu mensuel de plus de 40.000 F. certains ont même acheté leurs propres vélos et la clientèle provient surtout des vendeurs de l'intérieur du site qui font des navettes entre les différents marchés.

Les fonctionnaires ne sont pas très nombreux dans le site. Il s'agit de quelques infirmières, enseignants et chauffeurs à qui il faut ajouter des militaires qui ne sont pas en permanence dans le site. Le clergé pentécôtiste est aussi significatif dans le site. Un bon nombre d'anciens et d'évangélistes vivent dans le site et ne sont qu'au service de Dieu à travers leurs églises.

Leur niveau de vie est visiblement supérieur au reste de la population du site . Il y en a même trois qui possèdent des véhicules : deux voitures et une camionnette.

II.2.5. Regroupement dans des associations

Nous avons dénombré au cours de notre enquête 18 associations internes au site des déplacés de Kanyosha ; 8 datent de 2000, 7 de 2001 et 3 de 2002. Aucune association ne date d'avant 2000. Ils n'étaient pas encore stables et n'en voyaient pas la pertinence. Le gros de ces associations n'existent que de nom ce qui inhibe les nouvelles initiatives d'où le faible taux de création d'associations en 2002. Nous pouvons aussi dire qu'il ne reste que les moins ambitieux car les autres sont déjà membres des premières associations. Ces dernières sont dirigées à moitié par les femmes.

Les objectifs poursuivis sont, soit la réconciliation soit l'auto-développement. Ces objectifs sont manifestes à travers les noms. SHIRUKUBUTE (sois actif) par exemple se propose de promouvoir l'auto-développement tandis que TWIGARUKIRE MUGUSUBIZA HAMWE (assistons nous dans la réconciliation) se penche sur la réconciliation. D'autres ne sont que des corporations tout simplement, comme TWIYUBAKIRE (Bâtissons pour nous) qui est une association des maçons par exemple. Il y en a d'autres qui sont multidisciplinaires comme cette association des jeunes volontaires du site de Kanyosha (AJEVOKA). Elle s'occupe de l'agriculture, l'élevage, l'encadrement culturel et l'artisanat. Les activités de cette association se font une fois la semaine, la cotisation mensuelle est de 100 F. AJEVOKA est une des associations les plus importantes du site pourtant ses membres ne sont qu'une trentaine alors qu'elle dépassait 70 au début.

Nous avons voulu savoir pourquoi ce désengagement des membres alors que les conditions de participation ne sont pas difficiles à honorer. Une participation de samedi seulement et une petite cotisation mensuelle pour enfin partager les récoltes ou les produits fabriqués mais aussi et surtout profiter des dons des bailleurs comme l'ADRA qui donne des semences et d'autres produits agronomiques et qui offre aux membres une formation dans des séminaires. Ce dernier gain vient en dernière position parce qu'il est moins matériel. Ces perdiem sont la cause principale du désengagement d'une bonne partie des membres de l'association. Les séminaires ne profitent qu'à une minorité ce qui énerve le reste qui décide de partir. Notons que le responsable trouve que son premier gain est le perdiem qui peut atteindre 10.000 F par journée de participation ce qui est beaucoup pour un déplacé qui ne gagne pas la même somme par mois. Celui qui n'aura pas l'occasion de participer sera jaloux des autres et tendra à abandonner l'association.

DUKOMEZISHAKA (soyons perceverant) est plus un groupe qu'une association . 5 tailleurs ont loué ensemble une maison à l'entrée du site servant d'atelier et chacun travaille pour soi. Ils se disent membres d'une association qui a comme objectif de former les enfants du site au métier de couture. Pourtant, ils n'ont aucun élève et à voir comment ils travaillent, ils ne peuvent pas avoir le temps de former les autres. Pour eux, le grand problème est le manque de financement. Ils nous ont dit que faute de moyen, ils n'ont pas de machines supplémentaires pouvant servir à enseigner les élèves recrutés. Nous avons remarqué que leur souci principal est d'accéder aux avantages multiples que reçoivent les associations comme les crédits et les dons. Leur caisse est alimenté par les cotisations (10 % du bénéfice) et fonctionne comme une caisse sociale servant d'entre-aide mutuelle en cas de nécessité. Un membre qui se trouve dans le besoin, reçoit une part proportionnelle au besoin exprimé et à la situation du compte.

DUSUBIZE HAMWE MUGUKORERA HAMWE (réconcilions-nous en travaillant en commun) est plus fictive que les premières. Prônant la réconciliation à travers un travail commun entre les déplacés du site et les populations voisines du site, cette association, il est vrai jeune (de quelque mois), n'est formée a vrai dire que par trois familles des déplacés voisines. Ici, un papa est président, là, la maman est vice-présidente et l'autre famille donne un enfant, élève à l'école secondaire comme secrétaire. Ils nous ont pourtant dit que l'association compte 35 membres et se réunit 2 fois par semaine. Ces pratiques sont monnaie courante dans le site de Kanyosha. Il n'est pas rare de trouver une association faite des membres d'un même foyer. Quelqu'un nous a dit que, voulant créer son association, il a inscrit comme membres, ses tantes, ses cousins et cousines pour éviter des dérangements. Certains membres des associations ignorent même l'existence de celle-ci. L'association s'identifie à son responsable.

Conclusion

Regroupées dans un village, ces populations anciennement dispersées sur les collines de la campagne se sentent gênées par l'organisation de la société urbaine. Elles essaient de s'adapter malgré la perte de leur ancienne activité : l'agriculture. Ceux qui le peuvent, retournent sur les collines, d'autres font un petit commerce et cela d'une manière individuelle ou groupés en association. C'est une société qui se cherche encore ; elle est à cheval entre les mœurs de la campagne et les habitudes citadines. Les plus jeunes sont déjà intégrés dans la ville. Faire rentrer les déplacés, demanderait d'autres efforts pour intégrer les jeunes dans la vie rurale. Au contraire, une insertion de ceux-ci dans la vie urbaine normale amorcée dans le site porte déjà des fruits. Des activités, autres que l'agriculture prennent progressivement la place de celle-ci. Les maçons par exemple, dominent le secteur secondaire, tandis que le tertiaire est dominé par le gardiennage. Ce changement de mode de vie a forcement influencé la manière de raisonner.

CHAP III. FORMATION DE LA MEMOIRE ET SON INTERIORISATION

III.1. Interprétation de la crise par les déplacés

III.1.1. Sources et responsabilités

III.1.1.1. Les sources de la crise

Dans son calvaire de déplacement, le déplacé a construit dans sa mémoire, une opinion sur les causes et les responsables de ses malheurs. Il croît par exemple que la crise est le fruit d'un enseignement produit par le multipartisme. Il se rappelle ainsi que ces partis avaient été imposés par le pouvoir malgré le refus catégorique des sages. Pour lui, une grande valeur venait de disparaître, un parti rassembleur de tous, dépourvu de toute forme de division et d'exclusion. c'est bien sûr le parti UPRONA. Parlant de l'enseignement des partis naissants, un déplacé nous a dit :

> *« Bavyigishwa n'abarongoye imigambwe. Kuko bari baremerewe ngo imigambwe ikorere ahabona ! Natwe iyo migambwe, tukaba twarayanse kuko twari tuzi intambanyi zayibayemwo. Mubisanzwe si novuga ngo ni imigambwe yose. Nko mu mugambwe UPRONA hoho, ni uwari uhurikiyemwo bose, utarimwo amacakubiri. Umugambwe novuga wigisha amacakubiri ni FRODEBU kukubera ni yo yigisha amacakubiri, itangura kuvuga ngo hariho amapalipehutu n'ibindi. »*[28]

Traduisons :

> *« Ce sont les responsables des partis qui leur donnaient ces enseignements car ils en avaient la permission. Pourtant nous, nous avions refusé le multipartisme car nous étions au courant des difficultés qu'il avait causé bien avant. Je ne peux tout de même pas globaliser l'UPRONA par exemple était rassembleur et sans discrimination. Je peux plutôt accuser le FRODEBU car il était divisionniste, enseigne l'existence de PALIPEHUTU et tout consort. »*

Pour les membres du FRODEBU, ce sont les « upronistes » qui sont à la base de la crise. Ils ont toujours été injustes et n'ont jamais voulu partager avec les autres. En général le déplacé accuse le groupe des autres d'être à l'origine de la crise et des difficultés dont ils endurent ensembles. C'est ainsi que le début de la crise ou la crise elle-même est située au temps des propagandes des partis politiques.

---

[28] RWEMERA Nicodème, 47 ans, gardien enquête réalisée par l'auteur à Kanyosha en juillet 2002.

Le déplacé conçoit la crise dans le changement de l'univers politique, il ne peut donc différencier le temps des propagandes à celui de l'armement des rebelles ou de la guerre. Pour lui :

> *« Amacakubiri yaje aho batanguriye kwigishiriza imigambwe, amasase akagwira, bakagira inkoho bose. Umwe kuko yaciye avuga ati : aaa ! Ntaco ncubaha, jeho simfise inkoho ? »*[29]

Ce qui traduit :

> *« La crise a débuté avec les propagandes des partis politiques, l'abondance des munitions et la généralisation des armes à feu. Chacun disait : ah ! Je ne veux rien craindre, n'ai – je pas un fusil moi aussi ? »*

La crise commence donc avec le réveil de la conscience hutu par certains partis politiques. Ces derniers ont aussi planifié une offensive qui s'est matérialisée par la barbarie affichée lors de la propagande, des massacres des tutsi et des hutu modérés, ainsi que la création et l'entretien des rebellions. C'est pourquoi notre informatrice n'a pas pu dissocier le temps des propagandes, la vulgarisation des armes à feu et la formation des milices ou des rebellions.

C'est la même idée chez MANIRAKIZA Zénon lorsqu'il écrit :

> *« A chaque sortie pour la propagande dans la campagne, correspond un ou plusieurs actes barbares : attaques de bus par les paysans fanatiques, insultes suivies de menaces. Les têtes s'échauffent et l'unité nationale devient une formule creuse »*[30]

Les racines de la crise puisent dans les élections. Un déplacé nous a dit :

> *« Haje amatora, bahejeje amatora bakora ivy'imigambwe, hanyuma abantu batangura kwicana. Abahutu bakica abatutsi. »* [31]

Traduisons :

> *« Il y a eu d'abord les éléctions, après quoi on a appliqué les plans des parti politiques et les gens ont commencé à s'entretuer. Les hutu tuaient les tutsi. »*

---

[29] RWEMERA Nicodème, 47 ans, gardien enquête réalisée par l'auteur à Kanyosha en juillet 2002.

[30] MANIRAKIZA,Z, « Réveil démocratique en Afrique : Le puzzle burundais » in Au cœur de l'Afrique n°3- 4,1994, P.373

[31] NDAYAVUGWA, 22 ans, marchande, enquête réalisée par l'auteur à KANYOSHA en juillet 2002.

Pour ce déplacé, les propagandes visaient la victoire pour ensuite massacrer les tutsi chez les partis à obédience hutu. Un déplacé hutu et membre du FRODEBU dément la planification du génocide au sein du FRODEBU et explique les massacres des tutsi par la colère collective et spontanée :

> *« Bababaye kumwe aho NDADAYE apfiriye kurya baryohewe kumwe igihe yatsinda amatora. »*[32]
>
> *« Ils ont exprimé leur colère de la même manière après la mort de NDADAYE comme ils ont exprimé la joie de la même manière après sa victoire lors des élections. »*

Selon notre informateur, l'uniformité des réactions des membres du FRODEBU face à ces deux événements, montre que ce n'est pas le fruit d'un enseignement, mais que chacun sentait ce qu'il fallait faire et au moment précis. Les autres diront que le FRODEBU a préparé la victoire comme son échec, la finalité étant le massacre des tutsi. RUTIKANGA nous dit :

> *« Lors de la victoire du FRODEBU, les hutu du FRODEBU ont eu une joie hystérique. Partout les collines, ils chantaient, ils buvaient, ils dansaient,... Malheur au vaincu ! Les vainqueurs venaient et dansaient dans leurs enclos. Ils étaient sommés de quitter leurs propriétés. Les membres du FRODEBU disaient qu'ils avaient été exploités depuis longtemps par le « régime tutsi » qu'ils étaient longtemps réfugiés au RWANDA et que le tour des tutsi était arrivé. Ils avaient une perspective de guerre. »*[33]

Le déplacé situe la cause de ses malheurs dans le multipartisme qui a légalisé les activités des partis à idéologie divisionniste et sanguinaire. Mais sauf chez les membres du FRODEBU (et ils sont moins nombreux dans la population déplacée vivant à Kanyosha), le déplacé ne fait jamais mention de la mort du Président NDADAYE comme source du conflit.

---

[32] NURWAHA Joseph, 57 ans, fonctionnaire enquête réalisée par l'auteur à Kanyosha en juillet 2002.

[33] RUTIKANGA,I., La crise d'octobre 1993 : comportement de la population de BUSONI, mémoire, UB, FLSH,Buja,1998, P.40

III. 1.1.2. Les responsables de cette crise.

A chaque étape de la crise, à l'égard de chaque obstacle rencontré dans sa vie de déplacé, ce dernier a enregistré le responsable de toutes ces peines. Le premier responsable de la crise est évidemment NDADAYE aidé par son parti le FRODEBU. Un déplacé nous a dit :

> *« Abahutu n'abatutsi bari babanye neza, ariko hamaze kuba inyigisho za NDADAYE mu mirongo icenda na kabiri, na gatatu, barabigishije ubwicanyi, hanyuma baradusahura, baratwica, hanyuma turahunga, turarokoka... Abapoliticiens, duhereye ku mugambwe na cane cane wa FRODEBU, ahanini warigishije ibintu vy'amacakubiri abanyagihugu b'abahutu bica abatutsi, turahunga. »* [34]

Traduisons :

> *« Les hutu et les tutsi vivaient en harmonie, mais dès le début de la propagande de NDADAYE en 92 et 93 , ils leur ont appris la criminalité, après ils ont pillé nos biens, ils nous ont massacrés, nous avons pu fuir et avons été ainsi sauvés... Les politiciens, à commencer surtout par le parti FRODEBU, ce dernier a en général enseigné les divisions puis le peuple hutu commença les massacres des tutsi et nous avons pu prendre fuite. »*

Selon les déplacés tutsi, NDADAYE et ses hommes ont développé l'idéologie génocidaire dans l'esprit des populations hutu. Ceux-ci ont fait leur, cette idéologie en se jetant dès l'annonce de la mort de NDADAYE sur leurs voisins pour les égorger :

> *« Baraduteye, barica abantu, bari ababanyi twabana »*[35]

Pour dire :

> *« Ils nous ont attaqués, ils ont tué les gens alors que c'était les voisins avec qui nous habitions ensemble. »*

Les hutu deviennent ainsi de grands responsables des problèmes qu'endurent les déplacés majoritairement tutsi. Le déplacé reconnaît qu'à côté des hutu bourreaux, il y avait d'autres qui ont risqué leurs vies en cachant les tutsi.

---

[34] HAKIZIMANA Célestin, 25 ans, chômeur, enquête réalisée par l'auteur à KANYOSHA en juillet 2002.

[35] KARIKUMUTIMA Odile , 37 ans, enquête réalisée par l'auteur à KANYOSHA en juillet 2002.

« Abahutu barishe, mugabo hariho abantu b'umutima, hariho abatunyegeje. »[36]

Qui signifie :

« Les hutu ont tué mais il y en a qui sont honnêtes. Il y a ceux qui nous ont cachés. »

Les gens bons les ont caché mais ce sont les militaires qui les ont sauvés. Ils continuent à les protéger même maintenant. Le déplacé croit que sans les militaires la vie serait automatiquement anéantie dans tout le site. Pour lui il n'est pas question de reformer l'armée car cela conduirait à un nouveau génocide :

« Abasoda bakoze neza cane kuko n'ubu aribo bakidushigikiye. Tubayeho kubwabo. » [37]

Qui se traduit :

« Les militaires ont très bien travaillé car ils nous soutiennent même maintenant. Nous vivions grâce à eux. »

Cet avis change lorsque l'informateur est hutu membre du FRODEBU. Pour lui, l'armée a toujours été partiale penchant bien sûr du côté des tutsi.

« Hamwe hamwe bakoze ukutariko. Kukubera hari abo bakingira n'abo badakingira. Biraboneka nk'aho bagwaniye n'abasaya, baca baturira n'ibintu vy'abanyagihugu, amazu yabo, bagasahura n'ivyabo. Ariko ugasanga ahandi aho kubasahura ahubwo barabashira mu modokari bakabajana, bakababahungisha...Twebwe kubwacu, twibaza ko baraba ubwoko. Baravye ubwoko, ubwoko kweri ni ibintu vyigaragaza. »[38]

Qui se traduit :

« Dans certains endroits, ils ont mal travaillé car ils protégeaient une partie et laissaient une autre. Il est clair qu'après la bataille contre les assaillants, on constate qu'ils brûlaient les biens de la population, leur maisons et pillaient leurs biens. Pourtant on peut trouver dans d'autres endroits, qu'au lieu de piller leurs biens, ils les mettaient dans leurs véhicules, les déplaçaient et les sauvaient ainsi...Pour nous, nous pensons qu'ils se basaient sur leur origine ethnique. Ils ont considéré l'origine ethnique c'est vraie. C'est même visible à l'œil nu. »

---

[36] NTIMPIRANGEZA Déo, 35 ans, cuisinier à l'U.B, enquête réalisée par l'auteur à Kanyosha en juillet 2002.

[37] NTIYENGERWA Eclésiane, 28 ans, cultivatrice, enquête réalisée par l'auteur à Kanyosha en juillet 2002.

[38] NURWAHA Joseph, 57ans, fonctionnaire, enquête réalisée par l'auteur Kanyosha en juillet 2002

RUTIKANGA soutient cette idée lorsqu'il écrit :

> *« Il ne faut pas occulter la portée des représailles perpétrées par quelques militaires agissant plus par solidarité ethnique et par souci de vengeance globalisante que par loyalisme. Ils n'ont pas tardé à ôter la vie à des milliers de hutu innocents. »* [39]

Notre informateur n'est pas du tout convaincu que de tels militaires soient égarés car les chefs ne les ont jamais dénoncés. Leur solidarité peut même conduire à penser que c'est une politique de l'armée. NTABONA le justifie quand il nous dit que :

> *« L'armée contrôlée par les tutsi était conçue pour défendre les batutsi contre le danger du génocide à leur endroit. C'est cette position défensive qui dominait la politique burundaise jusqu' en 1989 qui a causé beaucoup de guerres civiles, malheureusement visant toujours les massacres systématiques des batutsi avec le but d'aboutir à un pouvoir hutu sans partage. L'armée, à majorité tutsi intervenait et exerçait chaque fois une répression sévère. L'esprit de compromis s'est fait longtemps attendre. »*[40]

Aux uns comme aux autres, l'armée a joué un rôle déterminant dans cette crise. Globalement, le déplacé accuse les politiciens d'avoir planifié la crise dans le but de s'enrichir eux-mêmes aux dépends de la masse. Un informateur nous a affirmé que le premier responsable de la crise est le gouvernement. Nous avons voulu savoir si notre informateur n'accepte pas qu'il y ait de bons politiciens, il nous a ainsi répondu :

> *« Ntanumwe twemera, bose baronderera inda zabo. »* [41]

Pour dire :

> *« Nous ne croyons à personne, tous cherchent à remplir leurs ventres. »*

Le gouvernement qui agit à travers le MRRDR ainsi que les ONGs humanitaires sont accusés d'avoir abandonné les déplacés au profit des hutu

> *« Nk'abagiraneza mu bisanzwe ntaco badufashisha. Kukubera n'ivyo bafashisha ubu babijana iyo mu za Bujumbura Rural, za Rumonge, za*

---

[39] RUTIKANGA,I, op cit, P. 55

[40] NTABONA,A, « Au coeur du drame Burundais : le totalisme ethno-centriste, ses soubassements et ses conséquences » in Au coeur de l'Afrique (n°3-4), 1994, p 416

[41] NIMPIRANGEZA, Déo, 35 ans, cuisinier à l'UB, enquête réalisée par l'auteur à Kanyosha en juillet 2002.

hehe, Za Cibitoke kandi ibintu vyuzuye mugabo bakarengana ngaha kuko bavuga ngi ni aho abatutsi. » [42]

Qui signifie :

« Les bienfaiteurs ne nous aident normalement en rien car les dons sont actuellement acheminés vers Bujumbura Rural, vers Rumonge, vers je ne sais où, vers Cibitoke, alors que là bas les gens sont en abondance mais ils nous dépassent ici en disant que c'est le domaine des tutsi. »

Nous pouvons donc comprendre que, pour ce déplacé, la politique actuelle du gouvernement est contre les tutsi ou qu'elle ne s'occupe pas d'eux tout simplement. Cette opinion est renforcée par l'indifférence que manifestent leurs agents lorsqu'ils sont au service des déplacés. Parlant de la gestion de dispensaire local, un déplacé accuse les gestionnaires :

« Ivuriro baduhaye ngaha, mu bisanzwe barizanye ngaha kubera twebwe impunzi, zitaraza ntiryari rihari. Kandi n'imiti bazana ni iyari igenewe twebwe. Mugabo kugeza uno munsi, imiti iraza, wewe ufise akagakarata k'impunzi ntibakuvura neza. Nka jewe mbere sinirirwa ndata n'umwanya ngo ngiye kwivuza. uzanye amafranga barakwakira naho uba ufise akagakarata barakubwira ngo zana amafranga aya n'aya ngo niho uronka umuti. Umuti ukawuronka utanze ayo mafranga mugabo utayatanze nturonka umuti. » [43]

Qui se traduit :

« Le dispensaire qu'on nous a donné ici était normalement destiné à nous les déplacés. Avant nous, il n'y en avait pas une. Les médicaments nous étaient aussi destinés. Mais jusqu'aujourd'hui, les médicaments viennent et toi qui présente cette carte pour le déplacé, tu n'es pas bien soigné. Moi par exemple, je ne peux pas perdre mon temps en allant me faire soigner là bas. Si tu apportes de l'argent tu es bien reçu. Même si tu possèdes cette carte, ils te demandent une somme quelconque d'argent afin, d'avoir des médicaments. Ainsi tu obtient des médicaments moyennant de l'argent faute de quoi tu n'en trouve pas. »

Un autre nous a affirmé que l'argent récolté dans ces conditions ne sert qu'à remplir les poches des agents qui travaillent dans ce dispensaire.

---

[42] KARIKUMUTIMA Odile, 37 ans, cultivatrice, enquête réalisée par l'auteur à kanyosha en juillet 2002

[43] RWEMERA Nicodème, 47 ans, gardien, enquête réalisée par l'auteur à Kanyosha en juillet 2002.

Personne n'est acceptée chez les déplacés, soit on est profiteur soit il est complice. Même le représentant du site est accusé de travailler contre l'intérêt du déplacé. D'une manière ou d'une autre, les hommes instruits ou aisés ne font que profiter du nom de « déplacé » s'ils ne sont pas ses bourreaux. Ils sont responsables de tous ses malheurs.

III.1.2. Les dommages de la guerre

Le multipartisme a été la base des divisions ethniques qui se sont soldées dans la guerre civile. Le déplacé regrette les massacres perpétrés à son égard et qui ont emporté la vie de ses parents, frères et sœurs. Il se rappelle que lui-même a échappé difficilement et que même maintenant il reste le cible des assaillants. En dehors de cela, il a perdu l'ancienne cohabitation et collaboration avec ses voisins hutu. Son mode de vie à la campagne est aussi une grande perte ; il ne s'occupe plus de ses anciennes activités quotidiennes à savoir l'agriculture et l'élevage.

III.1.2.1. Les dommages sociaux : une mémoire de violence

Le déplacé ne se rappelle que de vagues généralités à propos de la période d'avant la crise. Il ignore même complètement la période qu'il juge moins intéressante. A une question qui se rapporte sur la période, un déplacé nous dit :

« Imbere y'intambara twe twarahunze... »[44]

Qui signifie :

« Avant la crise nous, nous avons pris la fuite... »

Et il a enchaîné avec ses aventures dans la crise. La période d'avant la crise est donc éclipsée par la crise qui englobe des événements méritant l'attention de ses sujets. LIEURY et COLL le justifient ainsi :

> *« L'analyse des souvenirs révèle que la plupart d'entre eux (80%) portent sur des événements privés (profession, vie sentimentale, voyages, vacances, vie familiale) qui, d'une façon générale sont jugés comme étant agréables. Les autres souvenirs (20 %) portent sur des événements publics : guerres, révolutions, faits politiques (essentiellement décès d'hommes d'Etat célèbres), qui sont jugés en moyenne comme étant désagréables. »* [45]

---

[44] NIYUNGEKO Gaudence, 38 ans, cultivatrice, enquête réalisée par l'auteur à Kanyosha en juillet 2002.

[45] LIEURY et COLL, « La mémoire » in encyclopoedia universalis corpus 14, Paris, 1990, P. 948

La majorité des déplacés glorifient l'avant crise comme une période opposée radicalement aux temps présents. N'ayant plus de champs à entretenir, ne mangeant plus à sa faim, il présente ainsi la période d'avant la crise :

« Twararima tukarya, twari tubayeho neza. » [46]

Pour dire :

« On cultivait et mangeait, on était à l'aise. »

Nous avons déjà dit que l'abandon forcé et brutal des activités agro-pastaurales a produit un choc psychologique chez le déplacé. Les activités agro-pastaurales figurent parmi les grandes pertes occasionnées par la guerre chez le déplacé. D'autres pertes résident au niveau de la sécurité. Le déplacé se rappelle des jours passés quand il était libre de circuler là où il veut et quand il veut. Il ne s'inquiétait de rien. Il s'occupait de ses affaires et personne n'avait aucun droit de s'y ingérait. Parlant toujours de l'avant crise, un déplacé nous dira :

« Twari tubayeho neza, umuntu yarondera utwo arya aticura uwuza kumutera. Abibuze akaryama mu mahoro.» [47]

Ce qui signifie :

« Nous étions dans une bonne situation, on se cherchait de quoi manger sans inquiétude d'attaque et même si on n'en trouvait pas, on dormait dans la paix. »

Le déplacé avait, bien sûr avant la guerre, de bonnes relations avec ses anciens voisins sans aucune considération sociale. Cette situation est liée à la sécurité car faute de fraternité entre les voisins, il y a une suspicion mutuelle qui, tôt ou tard évolue en confrontation. Parlant de ces anciennes relations entre hutu et tutsi voisins, un déplacé nous a dit :

« Bari babanye neza, barumvikana kandi barasangira, baragenderanira bagahana n'abageni, ntaco bicurana. »[48]

Qui se traduit :

« Leurs relations étaient bonnes, ils s'entendaient bien, ils se rendaient visites et se donnaient des épouses ils ne se doutaient en rien. »

Le déplacé trouve qu'il a perdu toutes ses habitudes, son mode de vie ainsi que ses relations avec les autres suite à la crise.

---

[46] NTACONAYIGIZE, 37 ans, cultivatrice, enquête réalisée par l'auteur à Kanyosha en juillet 2002.

[47] NDAYIZEYE, Cassilde, 27 ans cultivatrice, enquête réalisée par l'auteur à kanyosha en juillet 2002.

[48] SIMBAGIYE Pascasie, 70 ans, cultivatrice, enquête réalisée par l'auteur à Kanyosha en juillet 2002.

III.1.2.2. Les pertes économiques

Ici, le déplacé a tendance à énumérer, article par article, tout ce qu'il avait perdu pendant la crise. C'est le cas contraire des pertes que nous venons de décrire précédemment dites « psycho-sociales » quand l'informateur reste dans des termes vagues. Il reste pourtant, dans les deux cas, à opposer l'avant crise (période de prospérité) à la crise qui a tout emporté.

> *« Nari merewe neza kuko nafata amahera ahagije. Nari mfise inzu nziza, eka vyose nari mfise. Eee, ntaco nari mbuze. Nari mfise n'ipikipiki, nari merewe neza cane. Nta n'iproblème y'amahera nari nifitiye. »*[49]

Qui signifie :

> *« J'étais à l'aise car je touchais une somme suffisante. J'avais une belle maison, en fait j'avais tout. Eh, rien ne me manquait. J'avais une motocyclette. J'étais bien à l'aise, je n'avais même pas de problèmes d'argent. »*

Pour ce genre de pertes de biens personnels, tous nos informateurs voulaient donner tous les détails alors que sur les pertes générales ils donnaient les informations dans des termes vagues comme :

> *« Kera twari tubanye neza, twarasangira akabisi n'agahiye. »* [50]

Pour dire :

> *« Avant on s'entendait bien, on se partageait ce qui est crue et ce qui est cuit . »*

pour signifier que les communautés se partageaient les peines et joies . Pourtant, concernant ces pertes économiques, ils tendent à énumérer :

> *« Jewe naciye nkora ibintu vy'uburimyi, nkarima umuceri, nkarima imyumbati, ibiyoba, eka vyose, kandi bikanyungura n'umuryango, n'abana, ndetse na jewe. N'abandi bose bakabona ico nungutse. »*[51]

Qui se traduit :

> *« Moi, j'ai ensuite fait l'agriculture, je cultivais le riz, je cultivais le manioc, les arachides, un peu de tout et cela m'était bénéfique. Bénéfique pour ma famille, pour les enfants et pour moi- même . Et tout le monde pouvait remarquer mon gain. »*

---

[49] NURWAHA Joseph, 57 ans, fonctionnaire, enquête réalisée par l'auteur à Kanyosha en juillet 2002.

[50] CIZA Samson, 35 ans, chef de quartier, enquête réalisée par l'auteur en Août 2002.

[51] RWEMERA Nicodème, 47 ans, agent de sécurité, enquête réalisée par l'auteur à Kanyosha en juillet 2002.

La maison, la moto, le salaire, tout comme le champ de riz, de manioc et d'arachides sont évoqués en détail chez ces personnes qui, d'un coup, se sont vues dépouillés de tout le fruit de leurs labeurs. Curieusement, à part cet ancien agent de la banque qui se souvient de sa belle maison, personne ne parle des maisons brûlées ou des parentées tuées. Nous supposons que les nouvelles maisons ont psychologiquement remplacé les premières et que des hommes se souviennent surtout des biens qu'aux hommes perdus.

III.1.2.3. Les ressentiments politiques enfouis

Le déplacé ne regrette aucune perte dans le domaine politique. En insistant sur la victoire du FRODEBU, il ne fait en aucun cas allusion à la défaite de l'UPRONA. Cette date de repère à propos des violences qui ont été opérées à son égard. Même les membres du parti FRODEBU ne font jamais mention de la mort du président NDADAYE et ses collaborateurs comme une perte politique. Au contraire, il trouve qu'il y a eu une amélioration car, avant la crise, il y avait une injustice politique, des tutsi excluant les hutu.

Leurs préoccupations s'éloignent de la politique que seuls les diplômés profitent aux dépens de la masse. Personne ne veut même pas parler de sa participation dans les meetings politiques d'avant les élections c'était toujours les autres.

A part que la crise a gravement déchiré le tissu social, elle a aussi occasionné des pertes immenses au niveau de l'économie familiale. Le déplacé se passe des infrastructures socio-économiques d'ordre public détruites. Il se passe aussi des changements politiques et curieusement, il ne fait pas mention des milliers de personnes qui ont perdu leurs vies pendant la crise

III.1.3. Le vécu quotidien

Nous avons déjà décrit comment s'organisent les déplacés dans leur site mais il est intéressant de savoir ce qu'ils en pensent eux-mêmes.

III.1.3.1. Une vie confiée à la providence

Le déplacé ne sait, ne peut ou ne veut pas expliquer de quoi il vit. Sur la question, il a tendance à invoquer la providence de Dieu. N'ayant pas de terres à cultiver, les anciens agriculteurs ne trouvent pas comment ils parviennent à passer des jours. Un déplacé nous a répondu ainsi :

« Aho muri site, biragoye kubisobanura ukwo umuntu abayeho, ni ku bw'Imana. Kubw'umuremyi yaturemye kuko ntaho turima. » [52]

Qui se traduit :

« Il est difficile d'expliquer comment on vit là bas dans le site, c'est grâce à Dieu. C'est grâce au créateur qui nous a créés car nous n'avons pas où cultiver. »

Le fait de n'avoir pas où cultiver rend difficile la compréhension de la vie du déplacé. Nous nous sommes demandé si le déplacé ne comprend pas réellement de quoi il vit par le fait d'avoir abandonné l'agriculture. Notre informateur par exemple est un ancien ouvrier des entreprises de construction et sa femme est l'une des marchandes au marché de KANYOSHA. Invoquer la providence divine peut être justifié par la recherche permanente d'aide comme secours d'urgence. Ils trouvent que les activités humanitaires se détournent de leurs sites.

« Aha mu kanyosha tubayeho nabi, ntitugira gifasha. Ubwambere bwobwo ntibadufasha ngo baturabe nkuko turi impuzi. » [53]

Qui se traduit :

« Ici à Kanyosha, nous sommes misérables, nous n'avons personne pour nous aider. De prime à bord, on ne nous aide pas, on ne nous assiste pas nous, en tant que déplacés. »

Visant toujours ces aides, le déplacé a cette tendance à se montrer indigent et ne veut pas être comparé à des personnes « vivant dans leurs biens ». Pourtant, la vie continue dans le site malgré la rareté et l'irrégularité des aides. Par ailleurs l'assistance pourrait continuer jusque quand ? D'autres diront que c'est honteux

« En fait, on ne peut pas continuer à donner à manger à des gens parmi lesquels on trouve les hommes et femmes capables de s'en procurer. C'est même une honte pour eux. » [54]

Dans toutes ses activités, le déplacé ne peut officiellement affirmer que l'entretien du champ de manioc qui a été accordé par le gouvernement à Kizingwe. Mais que signifie un champ de 10 ares produisant une fois par an pour un ménage de 6 personnes en moyenne ? La récolte est par ailleurs médiocre.

---

[52] MUHINYUZA Emmanuel, 42 ans, maçon, enquête réalisée par l'auteur à Kanyosha en juillet 2002.

[53] KARIKUMUTIMA odile, 37 ans, cultivatrice, enquête réalisée par l'auteur à kanyosha en juillet 2002

[54] NDAYAHUNDWA, A, Analyse de l'impact de l'établissement des camps de déplacés en Mairie de Bujumbura : cas des camp de la zone NGAGARA (1993-1998), mémoire, UB, FPSE, Buja,2000, P.50

Si on en croit les propos du représentant de ces déplacés et tel que nous l'avons déjà souligné, le déplacé vit d'un sous emploi et de petits métiers comme le gardiennage, aide-mâcon, taxi-vélo, un petit commerce ambulant,...
Le responsable du site nous a dit :

> *« Abantu duserukira, ni ukuvuga ni bantahonikora. Benshi mu bisanzwe ni impunzi. Barafise akantu k'akatsi babahaye gafise imetero 40 kuri 25. Ako niko bagerageza kurima naho nyene bakimburamwo rimwe mu mwaka. Abandi nabo barageragеza gukora utuzi tubayebaye duto duto, abandi bagacuruza utuntu dutoduto ni uko babayeho."* [55]

Qui se traduit :

> *« Les gens que nous représentons , à vraie dire sont des indigents. En général, la majorité sont des déplacés. Ils ont un petit champs de 40 m sur 25. Ils essaient d'y cultiver pour ne récolter qu'une fois l'année. Les autres essaient normalement de faire de très simples boulots alors que d'autres font un petit commerce. »*

A part le représentant qui s'exprime au nom de tout le site et bien sur quelques fonctionnaires, personne ne veut révéler le secret de sa vie. Peut être qu'un jour, des dons viendront pour les indigent et il n'est pas sûr que tous les déplacés seront servis. Le fait qu'il y ait des distributeurs qui s'occupent des plus vulnérables comme les orphelins, les veuves ou les vieillards seulement, fait que chaque déplacé se montre plus indigent que les autres pour éviter d'être rayé de la liste des bénéficiaires. Obligée de répondre sur les activités des populations du site, une jeune femme, veuve, parle des autres :

> *« Abafise abagabo babo, barabirukira, baronse ico babazanira uwo munsi bagafungura. »* [56]

Qui signifie :

> *« Celles qui vivent encore avec des maris bénéficient des efforts de leurs conjoints, si ces derniers trouvent quelque chose pour manger, ils en apportent et en prennent ensemble.»*

Cette femme voulait montrer que le grand problème est le veuvage ou tout simplement que le fait d'être veuve rend la vie de déplacée très dure. Au moins si on a encore son mari, il peut s'occuper de sa famille! Elle doit son indigence à son veuvage plutôt qu'au fait d'être déplacée ! En général, les autres ont les

---

[55] HAVYARIMANA Herménégilde, 44ans, chef de site, enquête réalisée à Kanyosha par l'auteur en juillet 2002.

[56] KARIKUMUTIMA Odile, 37 ans, cultivatrice, enquête réalisée par l'auteur à Kanyosha en juillet 2002.

moyens de gagner la vie, le concerné reste indigent. Ceux qui sont sincères parlent toujours des autres :

> *« Bamwe baraja guca ibiraka bakaronka ico barya, hariho abandi bari mu mashirahamwe, hari n'abandi bafise n'ubuzi bakora. »* [57]

Qui signifie :

> *« Certains sont des journaliers quelque part et gagnent ainsi de quoi manger, d'autres travaillent en association et d'autres bien encore ont des boulots. »*

Le déplacé a des difficultés de s'adapter au nouveau milieu mais n'ignore pas complètement, comme il le prétend, de quoi il vit. C'est plutôt la volonté de profiter des aides humanitaires que chacun se dit rationné par la providence. Il prétend connaître la vie des autres tout en ignorant la sienne.

III.1.3.2. Des relations sociales conviviales

Aux yeux du déplacé, le site est un enclos familial où tous les membres sont « condamnés » à s'entendre. Jamais il ne veut parler des conflits entre ses frères du site ou même au de là des frontières de celui – ci. Il répond directement à la question de savoir qu'elles sont les relations entre les membres du site ou entre l'extérieur et celui-ci :

> *« Muri site abantu baho bagumanye ubumwe. »* [58]

Pour dire :

> *« Dans le site, les habitants sont restés unis. »*

Nous avons nous même remarqué une grande solidarité au sein de la population vivant dans le site. En cas d'un décès par exemple, les proches du défunt circulent dans le site pour demander une assistance dans chaque ménage du site. Les mœurs du site exigent pour chaque ménage (dans les limites de ses possibilités), une contribution financière et une participation physique d'un de ses membres lors des funérailles.

Nous avons voulu connaître le pourquoi de ces excellentes relations dans un groupe de gens vivant dans la misère et ayant des origines diverses. L'organisation locale qui peut être un facteur ne présente aucune particularité

---

[57] NDAYIZEYE Casilde, 27 ans, cultivatrice, enquête réalisée par l'auteur à Kanyosha en juillet 2002.

[58] HAVYARIMANA Herménégilde, 47 ans, chef de site, ancien de l'église , enquête réalisée par l'auteur à Kanyosha en juillet 2002.

qui nous conduirait à confirmer l'hypothèse. Non plus la religion ne peut expliquer cette solidarité car les différentes églises locales connaissent des dissidences internes. C'est dans le fait d'avoir intériorisé que leur site est menacé par les rebelles (qui souvent y font des incursions) ou par le pouvoir qui selon l'opinion des déplacés, projette de démanteler leur site dans l'avenir, qu'il faut chercher l'explication. Une lutte commune les rend solidaires. A cela s'ajoute une surveillance collective qui ne permet pas la liberté d'opinion.
Un groupe de déplacés par exemple, prépare des doléances et nomme ceux qui interviennent dans une rencontre avec une autorité quelconque. Ici, l'intervenant sera obligé de donner , non pas son opinion mais celle des autres. Il est arrivé souvent, lors de notre enquête, que des gens viennent nous demander de leur faire écouter l'intervention d'une autre personne soupçonnée d'être en marge de la vision générale.

Le déplacé dira pourtant du site, un îlot paradisiaque dans une mer infernale. Il ne veut pas salir le site, ce qui donnerait raison à ceux qui veulent le démanteler. Il fera tout pour montrer son visage angélique, pas seulement dans les paroles mais aussi dans la sagesse. L'administration locale enregistre moins de conflits à l'intérieur du site par rapport aux autres quartiers. Ce qui est paradoxal est que même certains comportements bizarres comme les drogues, les vols qualifiés ne sont pas manifestes dans le site. On déplore seulement la présence des femmes qui se prostituent pour gagner le pain quotidien. Un déplacé nous adit :

> *« Dukora ukwo dushoboye kugira ngo iyi site yacu imenyekane neza hose. Abashaka kuyisambura babure ivyitwazo kandi biyamirizwe n'uwariwe wese. Nico gituma tutorekera ijambo abakungu. »* [59]

Pour dire :

> *« Nous faisons tout ce que nous pouvons pour vanter notre site partout. Ceux qui veulent le démanteler n'auront plus d'arguments et seront condamnés par tout le monde. C'est pourquoi nous ne pouvons pas laisser la parole à des « personnes insérieuses ». »*

Les « personnes insérieuses » sont toutes ces gens qui ne pensent pas de la même manière que lui.

Parlant des relations avec l'extérieur du site, le déplacé évoque l'absence d'aides et d'esprit humanitaire. Pour lui, les relations devaient résider dans l'octroi et la réception d'aides car cela devrait être un devoir pour l'extérieur qui

---

[59] HAKIZIMANA Célestin, 25ans, chômeur, enquête réalisée par l'auteur à Kanyosha en juillet 2002.

représente « le monde aisé », « mukibosi » (chez les boss). Un déplacé s'indigne :

> *« Ntushobora gutunga impunzi ngo uce uyiheba ukwo nyene, ukamenga ntuyikeneye, ukamenga si umunyagihugu kandi bitatuvuyeko kugirango duhunge, kandi vyavuye ku banya politique bonyene. »* [60]

Qui signifie :

> *« Tu ne peux pas avoir un déplacé et le laisser comme ça comme si tu n'as pas besoin de lui, comme si ce n'est pas un citoyen, alors que ne nous sommes pas à l'origine de notre déplacement causé par les politiciens eux-mêmes. »*

Selon les déplacés, c'est le monde des aisés qui fait la politique et de surcroît il est à la base de la crise, il commet un crime de ne pas les aider et surtout de faire partir des aides vers Kabezi, le bastion de leurs bourreaux. Si on exclut ce manquement au devoir, aucune autre reproche à ces « boss » ne sort de la bouche du déplacé. D'ailleurs la plupart d'entre eux sont les patrons de certains déplacés.

III.1.3.3. Des services sociaux accordés et mal rendus

Les habitants du site se réjouissent des actions sociales initiés par le gouvernement à leur endroit. S'il y en a qui se plaignent, ils dénoncent les moyens de blocage institués par les agents du gouvernement chargés de rendre ces services aux populations bénéficiaires tout en saluant le principe de l'Etat. Parlant de soins de santé gratuits, un déplacé nous a dit que le dispensaire leur était destiné mais que les infirmières détournent les médicaments. Ils dénoncent aussi la façon dont trichent les agents du « ministère des déplacés » (M.R.R.D.R) en remplaçant le nom du bénéficiaire par un nom inconnu dans le site.

Le déplacé reconnaît aussi la faveur du gouvernement dans le domaine de l'éducation des enfants. Mais tant qu'il y aura des problèmes alimentaires, l'éducation des enfants restera difficile car chacun cherchera à résoudre le problème primordial, à savoir la ration, sans se soucier de la scolarité. Les abandons scolaires posent un problème épineux et les parents en sont inquiets, craignant le vagabondage chez ces adolescents pauvres et inoccupés. Le responsable du site demande l'ouverture des écoles professionnelles pour ces enfants mais il trouve que le manque du courant électrique reste un obstacle

---

[60] NTIMPIRANGEZA Déo, 35 ans, cuisinier à l'U.B, enquête réalisée par l'auteur à Kanyosha en juillet 2002.

majeur. L'avenir de ces enfants est donc incertaine. Mais il yen a qui ne sont pas sceptiques, surtout les croyants pentecôtistes. Un d'eux nous a dit :

> *« Jewe mbona abana b'abakristo, nkabona ko bifata neza. Aka ga site, mu minsi mikeya, kazocika agacité k'Imana. »* [61]

Ce qui signifie :

> *« Moi, je ne vois que des enfants chrétiens, et je les trouve bons. Ce joli site sera dans peu de jours , une cité de Dieu. »*

Pour celui-ci, la solution se trouve dans la parole de Dieu, et le site en a abondamment. Notre informateur continu :

> *« Urazi rero, ahantu hari ijambo ry'Imana, rirakosora rigatondekesha abantu neza k'umurongo w'Imana »*[62]

Qui se traduit :

> *« Tu sais donc que s'il y a la parole de Dieu quelque part, cette dernière corrige et ordonne les gens selon la volonté de Dieu. »*

Nous avons déjà signalé que le déplacé trouve que sa vie dépend de la protection des militaires. Le déplacé se réjouit alors de la présence militaire permanente dans le site quelles que soient les bavures de certains éléments. Il est libre de leur rendre tel ou tel autre service. Il en est gré au gouvernement.

Le déplacé est donc reconnaissant envers l'Etat qui lui a garanti un certain nombre d'avantages sociaux. Il déplore pourtant l'indifférence qu'affichent certains, des fonctionnaires qui sont à son service.

III. 1.3.4. Un site bien aménagé mais abandonné

L'aménagement du site satisfait son locataire dans la mesure où il présente un réseau routier suffisant, des bornes fontaines, des maisons uniformes, un dispensaire et un poste de la gendarmerie. Le site est multiethnique et abrite un grand nombre de croyants surtout pentecôtistes ainsi que leur chapelle. Il déplore pourtant que ces infrastructures ne sont pas entretenus et que tous les efforts consentis deviennent nuls. Le responsable du site nous a dit à propos de l'aménagement du site :

---

[61] NURWAHA Joseph, 57 ans, fonctionnaire, enquête réalisée par l'auteur à Kanyosha en juillet 2002.

[62] NURWAHA Joseph, 57 ans, fonctionnaire, enquête réalisée par l'auteur à Kanyosha en juillet 2002.

« kuvyerekeye uburyo site itunganijwe, twebwe tubona ko bari bayitunganije neza, kuko ni site irimwo amabarabara n'aho atameze neza, hari hameze neza, amazi arahari... » [63]

Qui singifie :

« Concernant la façon dont le site est aménagé, pour nous il était bien aménagé car c'est un site qui présente un réseau routier important, même s'il n'est pas en bonne état c'était un bon endroit. On y trouve de l'eau... »

Le souci est de renouveler ces infrastructures pour qu'elles soient utiles aux bénéficiaires. Le déplacé déplore encore le manque de l'électricité dans son beau site.

Une autre appréciation concerne l'habitat reçu. Pour certains déplacés, il est insuffisant mais important.

« Inzu ntikwiye. Ntakundi ! Ariko ahanini ico twosaba Leta ko yemeye ikaduha aho tuba, twoyisaba ko yoduha « titres de propriété » kuri ano mazu n'aho hadakwiye.» [64]

Qui se traduit :

« La maison est insuffisante. On y peut rien ! ce que nous pouvons plutôt demander au gouvernement qui a accepté de nous donner les parcelles, c'est de nous accorder des « titres de propriété » sur celles – ci même si elles sont exiguës. »

Pour d'autres, elle suffit car le déplacé n'a pas assez de biens pour la remplir.

« Kuva na kera inzu yamye yagurirwa ibintu. Murumva ko natwe twahunze ntabintu vyinshi dufise ! Tubona yuko inzu bubatse atari ntoya, ari inzu ikwiye kandi ko atacobuza ko tuhaguma tukahaba. » [65]

Pour dire :

« Depuis longtemps, la maison s'agrandit proportionnellement aux biens matériels du ménage. Or nous, nous sommes des déplacés, nous n'en avons pas assez pour la remplir ! Nous trouvons que la maison construite n'est pas du tout petite, qu'elle suffit et que rien ne peut nous empêcher de rester ici pour y résider définitivement. »

---

[63] HAVYARIMANA Helmenegilde, 47 ans chef de site, enquête réalisée par l'auteur à kanyosha en juillet 2002.

[64] NURWAHA Joseph, 57 ans, fonctionnaire, enquête réalisée par l'auteur à Kanyosha en juillet 2002.

[65] HAKIZIMANA Célestin, 25 ans, chômeur, enquête réalisée par l'auteur à Kanyosha en juillet 2002.

Aux uns comme aux autres, le souci est d'accéder effectivement à cette maison. S'il dit qu'elle est insuffisante , il veut signifier qu'il serait inutile pour l'Etat de la retirer aux déplacés même en temps de paix. Accorder des titres de propriété aux déplacés signifie renoncer aux projets de démantèlement du site ou au rapatriement forcé.

Des rumeurs circulent dans le site disant que ce dernier sera donné aux fonctionnaires rapatriés de l'extérieur quand les déplacés seront retournés sur leurs collines d'origine . Ils veulent donc montrer que l'habitat est à la taille du déplacé seulement. Celui qui dit qu'elle suffit veut dire que la question de l'habitat du déplacé de Kanyosha est déjà résolue. Retirer cette habitation ne serait que créer un désordre inutile.

Le site devrait quand même connaître une amélioration au niveau des infrastructures. Les femmes se plaignent par exemple du manque d'eau dans le site, les trois robinets étant insuffisants. Il est du moins étonnant de constater qu'aucun informateur n'a parlé du problème d'hygiène qui fait pourtant défaut dans le site. Il se souvient au contraire du manque de courant électrique et voudrait que le site puisse en être servi comme les autres quartiers de la Mairie.

Le déplacé trouve que le site a été construit suivant un plan merveilleux mais que les premiers travaux ont été exécutés en toute hâte avec peu de soins. Sans rien reprocher au gouvernement, le déplacé aimerait voir ces infrastructures renouvelées, améliorées, transformées ou multipliées. L'élément le plus important du site étant bien sûr la maison, celle-ci reste un grand objet de spéculation. L'objectif est de l'acquérir effectivement. Les déplacés veulent qu'à la fin , leur site soit semblable aux autres quartiers de la Mairie de Bujumbura.

III.1.4. Les perspectives

Opposé à l'idée de rapatrier tous les déplacés de guerre, le déplacé de Kanyosha construit son avenir dans se site . S'il peut avancer mille et un arguments pour défendre sa position , une réalité est claire, celle de maintenir la parcelle dans ce site comme nous l'avons déjà dit. Quelqu'un l'a bien même précisé :

> *« Turavye aya mazu ukwo twayaronse, twibaza ko ari bwegu. Kuko ni mu gisagara. Kandi ababa mu gisagara bose bavuye i wabo kandi basizeyo amatongo. None natwe ko twataye amatongo mu misozi i wacu, tukaza ngaha mu gisagara, de droit ko turi Abarundi dushobora kuhaguma. »*[66]

[66] NURWAHA Joseph, 57 ans, fonctionnaire enquête réalisée par l'auteur à Kanyosha en juillet 2002.

Ce qui signifie :

> *« Regardant comment nous avons reçu ces maisons, nous pensons que c'est définitif. Car nous sommes dans une ville, tu sais que tous les habitants de la ville ont quitté chez eux en y laissant leurs propriétés. Comme nous aussi avons laissé nos propriétés chez nous à la campagne en venant ici en ville, de droit nous pouvons y rester car nous sommes Burundais. »*

Comme le gros des habitants de la ville est originaire de la campagne et qu'il reste propriétaire de sa parcelle en ville en même temps que ses terres à la campagne, le déplacé devrait lui aussi bénéficier de ce droit car il est Burundais. Les autres inventent des motifs pour renforcer l'idée de rester dans le site et gagner ainsi ladite maison. Il yen a qui invoquent l'insécurité qui se généralise au lieu de disparaître, d'autres parlent du passé, des massacres, un génocide qui n'a pas été puni et dont les auteurs sont toujours là, libres ou même responsables dans l'administration. Pour toutes ces raisons, ils réfutent l'idée de quitter leur site.

Au sujet du rapatriement des déplacés, un d'eux nous a déclaré ceci :

> *« Iyo bariko bambwira nk'ivyo, nca numva umengo ni ugufuruguta kuri jewe, kuko jewe ntancuti ngifiseyo. Gushika ubu, abotubanye nibo mbonamwo vyose, umuryango, incuti. »* [67]

Qui se traduit :

> *« Lorsqu'on me dit ces choses, pour moi ce ne sont que des fables, car je n'ai plus d'amis là bas. Jusqu'à maintenant , les voisins actuels sont en même temps la famille et les amis. »*

Ces paroles sont en contradiction avec la pratique observée dans la plupart des familles des déplacées qui envoient un de leurs membres pour exploiter leurs terres sur la colline comme nous l'avons déjà souligné. Celui – ci est souvent accueilli par l'une des familles restées sur les collines. Ceci est remarquable surtout à l'occasion des fêtes familiales mais aucun déplacé n'a voulu nous parler de ces bonnes relations qui existent, et que nous avons nous même remarqué, entre le site et ses collines mères. La raison reste la même, les déplacés forment un grand front pour combattre toute décision qui leur ferait retourner sur les collines d'origine.

Au nom du gouvernement, la commission nationale pour la réhabilitation des sinistrés dément l'idée de rapatrier par force les déplacés de guerre. Elle

---

[67] NTIMPIRANGEZA Déo, 35 ans, cuisinier à l'U.B, enquête réalisée par l'auteur à Kanyosha en juillet 2002.

préconise plutôt l'amélioration du site. Un des hauts responsables de la dite commission nous a dit :

> *« On ne va forcer personne. Le retour sera volontaire. Ces villages sont de transit c'est vraie. On va démolir ces huttes et concevoir les villages d'une façon moderne. On ne peut pas continuer à ériger dans la ville des huttes honteuses pour le pays. »)*[68]

Ce qui est cher chez les déplacés est honteux chez le représentant du gouvernement. Nous trouvons que les deux opinions divergent sur des questions, quelques fois, essentielles. D'un côté, le déplacé ne veut pas retourner les mains vides sur sa colline d'origine. il veut acquérir une parcelle construite dans la ville. Il demande, pour cela, un titre de propriété sur la parcelle reçue dans le site. De l'autre côté, le gouvernement se contredit lui-même lorsqu'il envisage la démolition des « huttes » pour construire un « village moderne ». D'abord la mairie qui représente le gouvernement, a participé dans l'installation du site de Kanyosha et a promis de délivrer ces titres de propriété. Ensuite, la CNRS dépendant elle aussi du gouvernement envisage la création d'un site définitif incluant les déplacés intérieurs dominés par les tutsi et les rapatriés de l'extérieur majoritairement hutu pour éviter la monoethnicité du site. En d'autres termes, elle prévoit une redistribution des parcelles dans le site.

Nous avons voulu savoir si les bénéficiaires ne vont pas résister contre ces mesures. Notre informateur (CNRS) nous a répondu que des séances de « rééducation » sont prévues pour rassurer tout le monde. Il fallait que ces séances commencent à temps car le déplacé concentre tous ses efforts à la transformation de la maison qui, pour la plupart, a doublé sa valeur initiale.

Comme pour le cas dans les milieux à grande influence des tutsi, les habitants du site fondent leur avenir dans une justice qui punirait les auteurs du génocide, ce qui engendrerait la réconciliation et la paix. Avec celle-ci, la vie pourra être renormalisée.

Les politiciens sont responsables de la crise qui a pris des racines dans la légalisation du multipartisme. Les auteurs du génocide ont occasionné de graves pertes dont la perte du métier habituel qu'est l'agriculture. Le déplacé qui essaie de se débrouiller pour gagner la vie, cherche toujours à bénéficier à une grande quantité de biens accordés comme aide par des ONGs humanitaires. Son avenir est à l'intérieur du site selon sa vision.

---

[68] NZEYIMANA Joseph, 57 ans, Vice-président de la CNRS, enquête réalisée par l'auteur à Bujumbura en juin 2003.

III.2. Les cadres de la socialisation

Nous avons déjà montré que le déplacé a développé un mode de vie et une opinion propres à lui. Il est tout de même issu et reste à l'intérieur de la société nationale. Nous allons donc nous intéresser sur la cause de cette manière de vivre d'une façon particulière.

III.2.1. Les mutations dans la culture burundaise

Les habitants du site sont sortis du milieu rural, il n'y a pas dix ans. L'influence de la campagne est toujours grandissante. Tous parlent le Kirundi sans aucune autre influence comme il est le cas pour la population urbaine. Nous avons déjà décrit l'accoutrement, la coiffure des femmes qui reflètent le paysage féminin de la campagne. La ration reste la pâte du manioc et le poisson comme il est le cas dans la région d'Imbo.

Les habitudes citadines émergent dans le site à travers la jeunesse. Celle – ci a été complètement intégrée dans la ville. Nous trouvons que cet intégration peut être un grand obstacle au rapatriement complet de la population déplacée en Mairie de Bujumbura. La façon de s'habiller, de jouer et de parler chez la jeunesse est la même dans le site que dans d'autres quartiers populaires.

III.2.2. Problème de la guerre et la vie dans le site

Le site reste sous les menaces d'attaques des rebelles basés dans la zone rurale environnante du site. Le déplacé croit que sa vie est garantie par la protection des militaires :

> *« Abasoda bakoze neza cane. Kuko n'ubu aribo bakidushigikiye, tubayeho kubwabo. »*[69]

Qui signifie :

> *« Les militaires ont très bien fait car même maintenant ce sont eux qui nous soutiennent, nous vivons grâce à eux. »*

La guerre a créé chez la population déplacée une affection envers les militaires allant même à déclarer qu'ils vivent grâce à eux. Le phénomène d'enfants au service des militaires « Kadogo » est aussi fréquent dans le site en même temps que des termes nouveaux tels que : « abadoriya et bakadogo » (enfants servant les militaires dans l'espionnage, comme porteurs et dans la cuisine), « opération » (attaque) « gusagata ou gupiya » (piller les biens de l'ennemi), « gucengetera » (s'infiltrer), etc.

---

[69] NTIYENGERWA Ecclésiane, 28 ans, cultivatrice enquête réalisée par l'auteur à Kanyosha en juillet 2002.

Le fait de vivre au site dans un état de pauvreté a changé beaucoup dans les mentalités ou les habitudes des déplacés. Alors qu'il est prohibé par la coutume burundaise d'entrer dans la maison de sa fille mariée, il est aujourd'hui normal dans le site de trouver deux belles familles qui partagent un même toit.

Le déplacé se méfie de toute personne aisée qui, selon lui exploite le terme de déplacé pour s'enrichir. Pour eux, les richesses viennent de la communauté internationale au nom des déplacés mais sont bloquées par ces messieurs instruits et aisés. C'est cela même qui engendre la professionnalisation du statut de déplacé. Lors de nos enquêtes, il y en a qui disaient que nous cherchons des données à envoyer en Europe (i Bulaya) pour recevoir des dollars. Ils exigeaient alors une somme d'argent avant de nous livrer leurs informations.

La vie au site a contraint le déplacé à changer ses activités quotidiennes. A la place de l'agriculture et de l'élevage, le déplacé se cherche dans certains métiers ou services pour faire vivre sa famille.

III.2.3. Les organisations politiques

Nous avons déjà signalé l'absence presque totale d'activités politiques dans le site. La politique est déconsidérée dans le site car elle ne fait que faire perdre du temps sans rien rapporter. C'est le domaine des diplômés qui en gagnent les postes. Comme les partis politiques ne distribuent pas de vivre ou d'autres biens, ils n'ont vraiment pas d'audience dans le site. Celui qui donne gagne tout le monde pour perdre tout le monde le lendemain. On peut cependant remarquer les traces du politique dans la vie du déplacé. La haine contre le FRODEBU par exemple, tout comme la responsabilisation de NDADAYE comme source de tous les malheurs résulte d'un enseignement partisan du temps des propagandes. Nous avons dit que personne n'a invoqué la mort de NDADAYE. Les déplacés se sont écartés de la politique et ne restent qu'avec des bribes d'informations acquises avant la crise pendant la période des propagandes. L'essai d'oubli est une tentative d'échapper à une mémoire douloureuse.

III.2.4. Les croyances religieuses

Le site héberge une chapelle de l'église pentécôtiste ainsi qu'un nombre important de fidèles. La majorité d'enfants du site participent dans un culte dominical organisé spécialement pour eux « sunday school » ou « école de dimanche ». Cela engendre une culture protestante dans les familles des déplacés. On entend des chansons protestantes partout dans le site, même chez les non protestants.

Le déplacé croit fermement en la protection divine contre les attaques des rebelles. Il y a une histoire qui se dit , qu'un rebelle converti aurait révélé que souvent, ils ont voulu attaquer le site mais que celui-ci était clôturé par les flammes. Les déplacés catholiques ou protestants y croient et comprennent pourquoi il n'y a jamais eu de mort dans le site malgré les multiples attaques dirigées contre celui-ci. Les meilleures cohabitations au sein de la population du site peuvent aussi être interprété dans le sens d'un enseignement religieux réussi. Le protestantisme a une très grande influence dans le site, ce qui fait que les deux derniers responsables du site soient issus du milieu protestant.

III.2.5. Les organisations humanitaires

L'aide a complètement transformé les mœurs du déplacé. Dans ses pensées, ses paroles et actes, il fait des spéculations pour gagner plus de la distribution. Nous avons dit plus haut que les associations formées dans le site visent les aides et souvent ce ne sont que des associations fictives dont les responsables . Le fait de cacher ses activités signifie qu'il a envie d'être aidé par ces humanitaires qui leur prendrait pour indigents.

Le site a provoqué des mutations dans la culture burundaise traditionnelle. Celle-ci résiste encore malgré les influences de la ville qui tendent à gagner les jeunes déplacés. Suite à la pauvreté qui règne dans le site, les organisations humanitaires prennent le dessus dans l'influence du comportement du déplacé, loin devant les organisations politiques qui n'ont pas de quoi donner. Le protestantisme peut être considéré comme un des principaux cadre socialisateurs du site.

CONCLUSION GENERALE

Le site des déplacés de Kanyosha, comme il est d'ailleurs le cas pour les autres sites de la Mairie de Bujumbura a été aménagé pour résoudre la question des déplacés éparpillés dans les quartiers. « Frères Malheureux » au départ, les déplacés devenaient de plus en plus gênants vis à vis des voisins qui utilisaient bien avant les infrastructures occupés par les nouveaux arrivants. Il fallait à tout prix dégager ces lieux mais il fallait aussi, pour l'Etat, héberger ces victimes de la crise devenues indigentes, ce qui allait même faciliter l'assistance humanitaire.

L'assistance dont la fréquence est allée diminuant jusqu'à la disparition presque complète. Le déplacé tente alors de s'adapter à un nouveau mode de vie, il est vrai, plus difficile. Ayant toujours investi dans l'agriculture, il sera difficile pour lui de trouver une autre activité qui puisse remplacer valablement l'agriculture. Certaines familles préfèrent envoyer un de leurs membres exploiter l'ancienne propriété sur la colline d'origine. La majorité des déplacés est sous employée. Elle se contente du petit commerce, de certains métiers et services occasionnels. Ces difficultés d'adaptation économique vont affecter le social et forger chez le déplacé une opinion particulière.

Le déplacé n'a plus de place parmi les autres paysans agriculteurs, non plus, il n'a pas encore accédé au statut des autres citadins. Un autre problème qui survient est celui des perspectives d'avenir. L'autorité administrative prévoit un rapatriement dans l'avenir mais ses activités renforcent la position des déplacés qui ne sont pas prêts à retourner sur leurs collines les mains vides comme il a été le cas aux premiers déplacements. Ils voudraient exploiter les deux domaines en même temps au cas où la paix revient.

Le site de Kanyosha connaît une très grande influence protestante. Les ONGs humanitaires sont mieux appréciées loin devant les organisations politiques qui sont considérées comme agences de domination et d'exploitation instaurées par les hommes instruits planificateurs et profiteurs de la crise.

Nous ne pouvons pas prétendre avoir épuisé ce sujet. Nous nous arrêtons, au contraire, au carrefour des pistes que des chercheurs pourront approfondir.
Il s'agit notamment de la croissance démographique des populations vivant dans des sites des déplacés de guerre avec une interprétation historique. On peut aussi étudier les vraies mobiles des groupements en associations chez les déplacés ; les causes d'instabilité religieuse dans les sites des déplacés, la place du politique et de l'humanitaire pour un déplacé de guerre ou tout simplement la vision controversée du gouvernement sur l'avenir des sites des déplacés. Notre souhait est que notre travail soit utile aux autres chercheurs ainsi qu'à toute personne qui intervient dans le domaine des déplacés de guerre.

BIBLIOGRAPHIE

A. OUVRAGES GENERAUX

1. BONNET, G, Les guerres insurrectionnelles et révolutionnaires de l'antiquité à nos jours Paris, Payot, 1958

2. BOUTHOUL, G, Traité de polémologie. Sociologies des guerres. Méthodes, doctrines et opinions sur la guerre. Morphologie. Eléments techniques, démographiques, économiques, psychologiques, périodicité. Problématique, développement et recherche. Paris, Payot, 1970, 560 P

3. DELBEZ, L, Les principes généraux du droit international public. Droit de la paix. Droit préventif de la guerre. Droit de la guerre. 3è éd. entièrement remaniée, Paris, Librairie générale de droit et de jurisprudence, 1964, P664

4. IVANOV, S, Les mystères de la mémoire, Moscou, ed NIZ, 1979, 333 P

5. HALBWACHS, M, Les cadres sociaux de la mémoire, Paris, la Haye, Marton, cop 1976, 296 P

6. LE BON, G, Première conséquences de la guerre : la transformation mentale des peuples, Paris, flammarion, 1920, 336 P

7. LIVET, G, Guerre et paix de Machiavel à Hobbes, Paris, colis, 1972, 39 TP

8. NIOBEY, E, La guerre, Paris, Larousse, 1976, 175 P

9. PERCHERON, A, La socialisation politique, Paris, Armand, colis, 1993

10. _____ Nationalisme. Facteur belligène. Colloque des 4, 5, 6 Mai 1971, Bruxelles, Bruylant, 1972, 387 P

11. _____ La communication sociale et la guerre, colloque des 20, 21, 22, Mai 1974 étude de sociologue de la guerre. Bruxelles, Bruylant, 1974, 286 P

12. _____ Encyclopoedia universalis, corpus 14, 948 P

13. DURKHEIM, E, Les règles de la méthode sociologique, Quadrige, PUF, 7è édition, 1993.

14. CHRETIEN J.P, GUICHAOUA, A, LE JEUNE, G, La crise d'Août au Burundi, cahier du CRA N°6, Paris, CRA, 1989, P 209

B. MEMOIRES ET THESES

1. MANIRIHO, R, Etude des conditions d'installation des déplacés du génocide d'octobre 1993, mémoire, UB, FLSH, Bujumbura, 1998

2. MANUMA, A, Etude de l'impact des conditions socio – économique des déplacés sur la scolarisation primaire de leurs enfants (enquête menée au près des parents du site des « déplacés » de Kanyosha en zone Musaga, Mairie de Bujumbura), mémoire, UB, FPSE, Bujumbura, 1999

3. RUTIKANGA, I, La crise d'octobre : Comportement de la population de la commune de Busoni, mémoire, UB, FLSH, Bujumbura, 1999.

4. NZEYIMANA , E, Crise et population. Intégration de la population rurale en milieu urbain : Le cas du camp des déplacés de Kanyosha, mémoire, UB, FLSH, Bujumbura, 2001.

5. NDUWAYO, G, La crise d'octobre 1993 au Burundi. Essai d'interprétation. mémoire, UB, FLSH, Bujumbura, 1998

6. NDAYAHUNDWA, A, Analyse de l'impact de l'établissement des camps de déplacés en Mairie de Bujumbura : cas des camps de la zone Ngagara (1993-1998), mémoire, UB, FPSE, Bujumbura, 2000

C. RAPPORTS ET ARTICLES DES PERIODIQUES

1. F.N.U.A.P, « Etude de la situation de la femme sinistrée au Burundi », Appui à la promotion féminine, Bujumbura, Avril, 1995.

2. MANIRAKIZA, Z, « Réveil démocratique en Afrique : Le Puzzle burundais » in Au cœur de l'Afrique n°3-4, 1994, p.373

3. MBONIHANKUYE, « Conflit-ethnique, psychose réactionnelle consécutive au Burundi in » Au cœur de l'Afrique, n°3-4,1994, P. 238

4. MRRDR, Evaluation du plan d'action, Année 1998, Février 1999

5. Idem , Plan d'action pour la réinstallation et la réinsertion des sinistrés, année 1999, Janvier, 1999

6. Idem , Plan d'action global pour la réhabilitation des rapatriés et des déplacés intérieurs 2001-2003, octobre 2000

7. NTABONA, A, « Au cœur du drame Burundais : le totalitarisme ethno-centriste, ses soubassements et ses conséquences » in Au coeur de l'Afrique n°3-4, 1994, P. 416.

8.UNICEF, Rapport sur la mission d'évaluation des cites des personnes sinistrés au Burundi, Bujumbura, 1997

ANNEXES

AVERTISSEMENT

Nitwa NDAYIHAYA Jean de Dieu, ndi umunyeshure wo mw'ishure kaminuza y'Uburundi. Imbere yo kurangiza ivyigwa dutegerezwa kwerekana igikorwa kijanye n'ivyo tuba twarakwirikiranye. Natoye rero gukora kuvyerekeye « **IMIBEREHO Y'ABATESHEJWE IZABO, DUFATIYE KUVYIYUMVIRO VYO MU KANYOSHA** »

Kubera ko ivyo muza kumbwira bizongirira akamaro kanini, nitwaje aka kuma gafata amajwi kugira ngo ntihagire nakimwe nibagira. Ndabemereye kandi ko atawundi n'umwe nzobibarira kiretse umpaye uruhusha wewe nyene. Nico gituma ndagusaba yuko utogira ubwoba bwo kumbwira ivyo wiyumvira vyose.

Nta nyishu mbi ibaho ivyiyumviro vyawe niyo nyishu nziza.

Urakoze.

AVERTISSEMENT

Traduction Française

Je m'appelle NDAYIHAYA Jean de Dieu, je suis étudiant à l'Université du Burundi. Avant de terminer nos études, nous devons présenter un travail en rapport avec notre formation théorique. J'ai donc choisi de travailler sur « **LE VECU D'UN DEPLACE DE GUERRE. LE CAS DU SITE DE KANYOSHA.** »

En jugeant vos informations très importantes pour moi, je vais utiliser cet enregistreur pour que je puisse tout garder sans risque d'oubli. Je te promet donc la discrétion, rien ne sera divulgué sans votre permission préalable. Voilà pourquoi je te demande de t'exprimer librement sans rien craindre.

Aucune réponse n'est fausse ta propre opinion est la meilleur réponse.

Merci.

III

GUIDE D'ENTRETIEN

IDENTIFICATION

- Age
- Sexe
- Origine (commune , province)
- Niveau de scolarisation
- Emploi
- Parti politique
- Religion

Questionnaire d'enquête (pour les déplacés)

En Kirundi :

1. Imbere y'intambara mwari mubayeho gute mu buzima bwanyu bwa misi yose ?
2. Iwanyu abahutu n'abatutsi bari babanye gute ? Vyahindutse gute ?
3. Mwoducira ku mayange ingene mwashoboye guhunga mu gashika n'i Bujumbura ? Babakiriye gute muri site mwashikiyemwo ?
4. Hari ingorane mwagize mumaze gushika i Bujumbura ? Mwaziterwa na bande ? Bivuye kuki ?
5. Mwotubwira ingene mwaje kuba hano mu KANYOSHA ? Ni mwebwe mwahitoreye canke ni abandi ? Mwebwe mwashaka kuba hehe ? Kubera iki ?
6. Mwotubwira ingene mubayeho ngaha ? Mubanye gute (hagati muri site, mwe n'ababanyi bataba muri site canke mwe n'abatware) ?
7. Ni abahe bagira neza babitayeho ? Babafashije iki ? Hoba harimwo abanyamadini canke abanyamigambwe ? Bobo babafasha mu biki ?
8. Mwoba mushimishwa :

    a. n'uburaro babubakiye ?
    b. n'uburyo site itunganijwe (isuku, amazi…) ?
    c. n'uburyo muvugwa mugasomesherezwa n'abana ?
    d. n'aho babahaye ngo murime ?
    e. n'umutekano ngaha muri site ?
    f. n'indero y'abana hano muri site ?

9. Abasikare bigenjeje gute muri iyi ntambara ? Mwoshobora kuja canke kurungika abanyu mu gisirikare ? Kubera iki ? Mwibaza iki ku mugambi wo gucanga igisoda

10. Mwibaza iki ku mugambi wo gutahukana impunzi ? Mwoba mumaze kuja kuraba abo mwahora mubana canke bobo baraza kubaraba ? Mwasanze bameze gute ?

Traduction françaises du questionnaire d'enquête (pour les déplacés)

1. Quelle était votre situation socio-économique avant la crise ?
2. Quelles étaient les relations entre les hutu et les tutsi chez vous avant la crise ?
3. Pouvez vous nous dire comment vous avez pu échapper jusqu'à atteindre Bujumbura ?
4. Une fois à Bujumbura, avez-vous rencontré d'autres difficultés ? Qui en étaient les auteurs ? Sous quels prétextes ?
5. Pourriez-vous nous dire comment vous avez été installés à KANYOSHA ? Qui a proposé cet endroit (vous ou les autorités) ? Quelle était votre préférence ? Pour quoi ?
6. Pourriez vous nous décrire la vie d'un déplacé ici au site ? Quelles sont les relations (entre-vous même, avec les voisins hors du site et avec l'administration)?
7. Qui sont les agents humanitaires qui vous viennent en aide ? En quoi ? Y-en a-t-ils des hommes des églises ou des politiciens ? Ils vous aident en quoi ?

8. Etes-vous satisfaits :

    a. du logement ?
    b. de l'aménagement du site (eau, hygiène,…)
    c. des soins de santé et la scolarisation des enfants ?
    d. du lopin de terre à cultiver ?
    e. de l'éducation des enfants ?
    f. de la sécurité

9. Quelle a été la place de l'armée nationale dans cette crise ? Pourriez-vous faire ou faire faire les vôtres un service militaire ? Pourquoi ? Que pensez-vous de la fusion des éléments de l'armée nationale et ceux des différentes rebellions

10. Que pouvez-vous dire de la politique de rapatriement (des déplacés) ?Auriez-vous été déjà voir ceux qui sont restés sur la colline ou vice-versa ? Comment les avez-vous trouvés ?

QUESTIONNAIRE POUR LES NON DEPLACES

1. Mufitainiye imigenderanire miki n'impunzi z'abateshejwe izabo (cane cane abo muri site yo MUKAYOSHA)

2. Mwoducira kumayange ingene izo mpunzi zakiriwe (i BUJUMBURA) gushika zitunganirizwe ikibanza co mu KANYOSHA ?

3. Mwibaza iki kuri kirya kibazo co mu KANYOSHA ?

4. Mwovuga iki k'umugambi wo gufasha abateshejwe izabo (réinstallation et réinsertion) mu gisagara ca Bujumbura. Ku bwanyu, abateshejwe izabo bafashishwa iki ubwambere na mbere ?

QUESTIONNAIRE POUR LES NON DEPLACES

1. Quelles sont les vos relations avec les déplacés (particulièrement ceux du site de KANYOSHA) ?
2. Pourriez-vous nous dire dans quelles conditions ces déplacés ont été accueillis puis installés à KANYOSHA ?
3. Que pensez-vous du choix de KANYOSHA pour l'installation de ce site ?
4. Un commentaire sur la politique de réinstallation et de réinsertion en Mairie de Bujumbura. A votre avis, que faut-il faire en faveur des déplacés ?

VI

LISTE DES INFORMATEURS

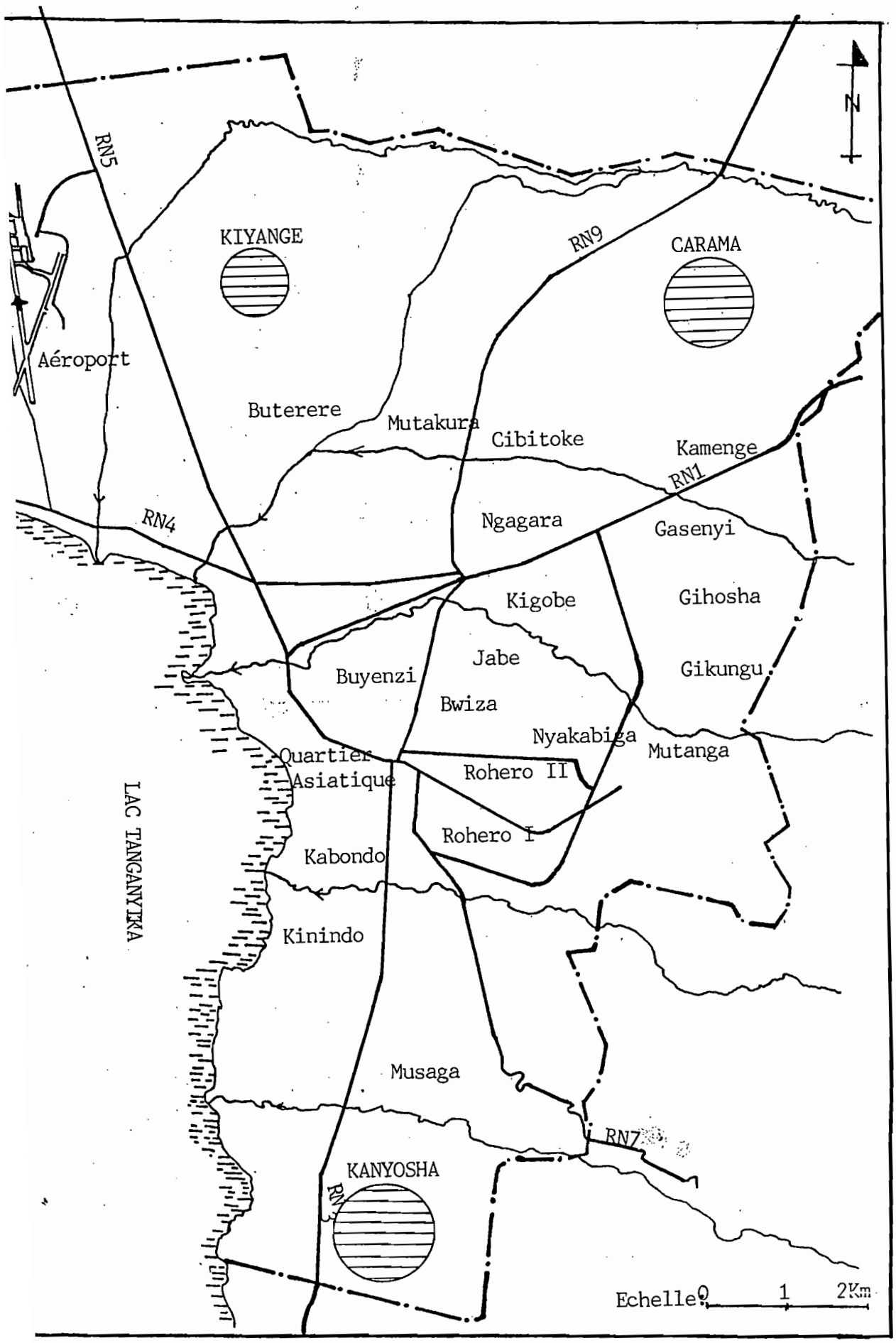
1er. Les déplacés

Noms et Prénoms	Age	Sexe	Province d'origine	Niveau d'instruction	Emploi	Parti politique	Religion
CIZA Samson	35	H	Buja-Rural	6ème	Cultivateur	FRODEBU	Sans
HAKIZIMANA Céléstin	25	H	Buja-Rural	A2	sans	PARENA	Protestant
HAVYARIMANA Helmenegilde	44	H	Cibitoke	4 ans de théologie après la 6ème	Evangeliste chef de site	SANS	Protestant
IRAKOZE Josette	12	F	Buja-Rural	3ème	Écolière	SANS	Protestant
KARIKUMUTIMA Odile	37	F	Buja-Rural	Alphabetisée	Cultivatrice	SANS	Protestant convertie
MUHINYUZA Emmanuel	42	H	Bubanza	5ème	Maçon	FRODEBU	Protestant
NDAYAVUGWA	22	F	Mairie	6ème	Marchande	SANS	Catholique
NDAYISHIMIYE Odile	27	F	Buja-Rural	sans	Cuitivatrice	UPRONA	Catholique
NDAYIZAMBA Liberathe	67	F	Cibitoke	sans	Cultivatrice	SANS	Protestant
NDAYIZEYE Cassilde	36	F	Muramvya	6ème	Cultivatrice	SANS	Sans
NIYUNGEKO Gaudence	37	F	Bururi	sans	Cultivatrice	UPRONA	Sans
NTACONAYIGIZE Déo	37	F	Bururi	sans	Cuitivatrice	SANS	Protestant
NTIMPIRANGEZA Déo	35	H	Gitega	5ème	Cuisinier à l'U.B	UPRONA	Catholique
NTIYENGERWA Eclésiane	28	F	Buja-Rural	6ème	Cultivatrice	UPRONA	Catholique
NURWAHA Joseph	57	H	Mairie	D4	Agent au ministère des Finances	FRODEBU	Catholique
RWEMERA Nicodème	47	H	Bubanza	9ème	Agent de sécurité	UPRONA	Catholique
SIMBAGIYE Pascasie	70	F	Buja-Rural	sans	Cultivatrice	UPRONA	Protestant convertie

2è. Les non déplacés

Noms et Prénoms	Age	Fonction
ITSITARA Pascal	53 ans	Chef de quartier MUSAMA
IRAGIRA Xénobé	?	Cadre au MRRDR
TAMARERERO Léo	40 ans	Infirmière Titulaire du centre de santé KANYOSHA
ZEYIMANA Joseph	57 ans	Vice Président du CNRS
NDAKIRA Augustin	45 ans	Pasteur et responsable des chantiers au sein de la mission pentecôtiste de Bujumbura

:LES CAMPS DES DEPLACES EN MAIRIE DE BUJUMBURA

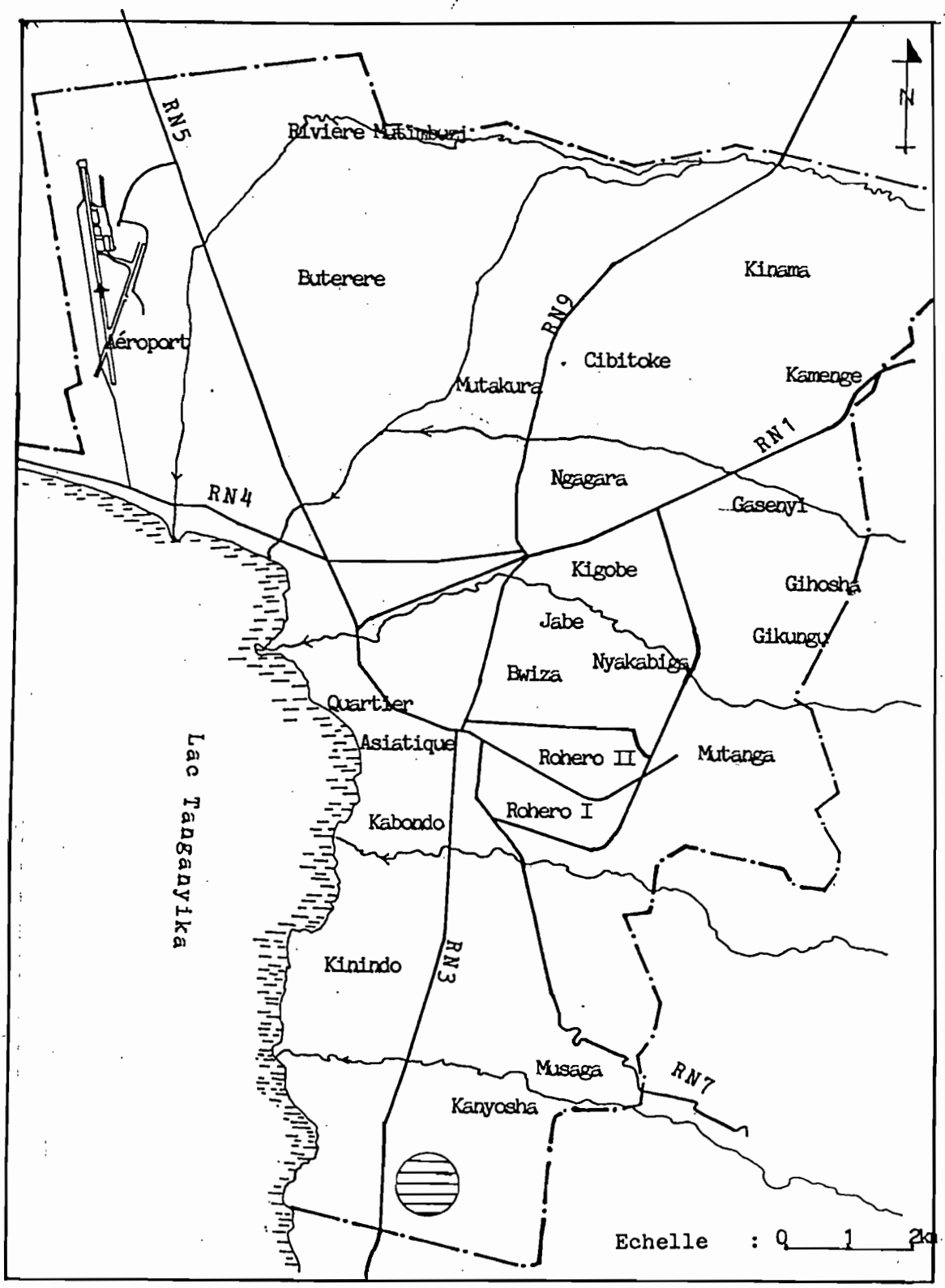


LEGENDE

- Camp de déplacés
- Limite de la mairie de Bujumbura
- Voie de communication
- Cours d'eau

530 ménag
520 ménag
450 ménag

Localisation du camp des déplacés de Kanyosha.



Légende

: Camp de déplacés de Kanyosha

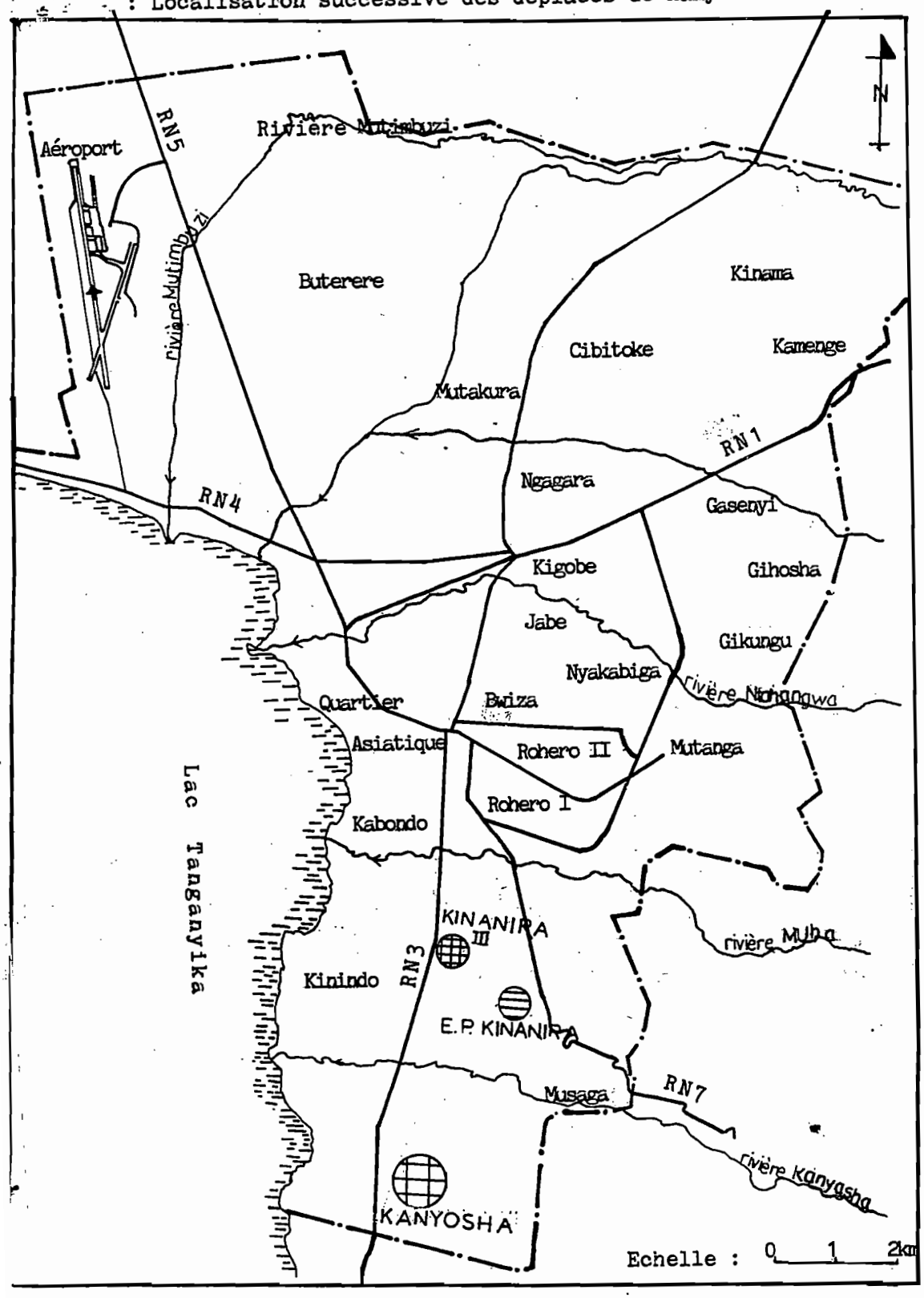
: Limite du périmètre urbain

: Voie de communication

: Cours d'eau

Source : M.R.R.D.R

: Localisation successive des déplacés de Kanyosha

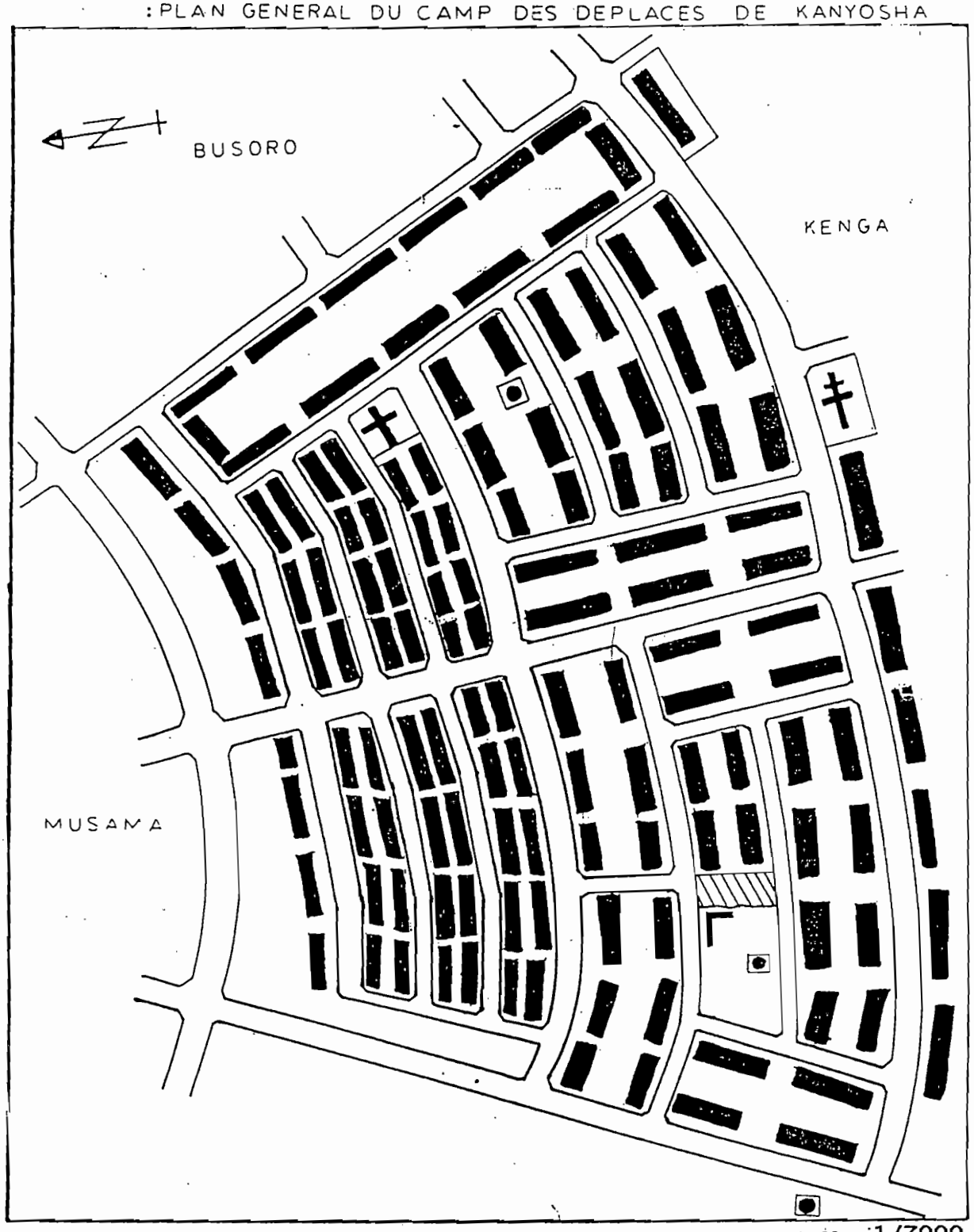


LEGENDE

- 1ère Localisation
- 2e Localisation
- 3e Localisation
- Limite de la mairie de Bujumbura
- Cours d'eau

Source: NZEYIMANA Emmanuel op cit p6

:PLAN GENERAL DU CAMP DES DEPLACES DE KANYOSHA



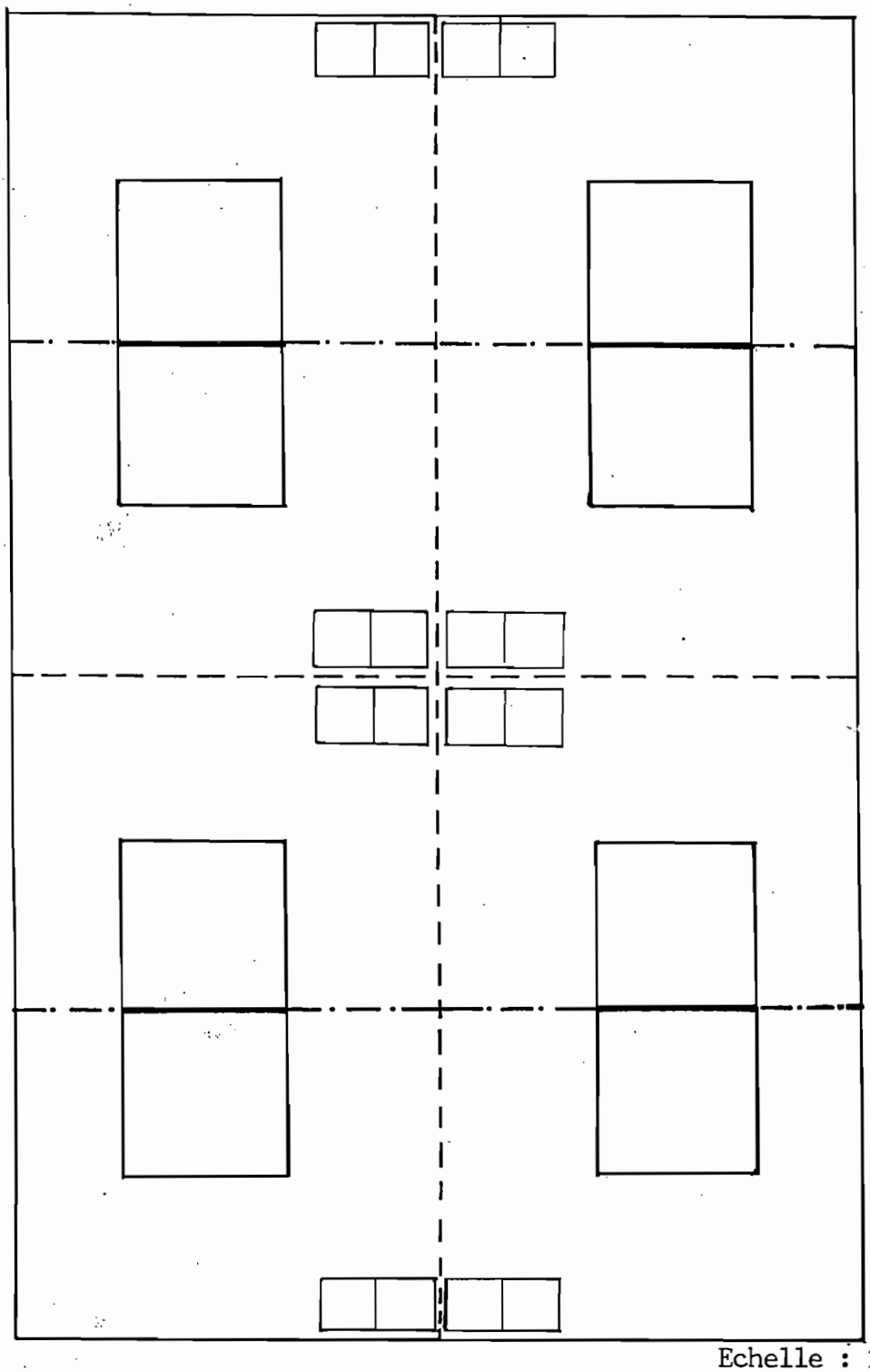
Echelle :1/3000

LEGENDE

- Voie de communication
- Habitation
- Marché
- Borne fontaine
- Eglise pentecote
- Centre de santé
- Ecole gardienne

Source : NZEYIMANA Emmanuel

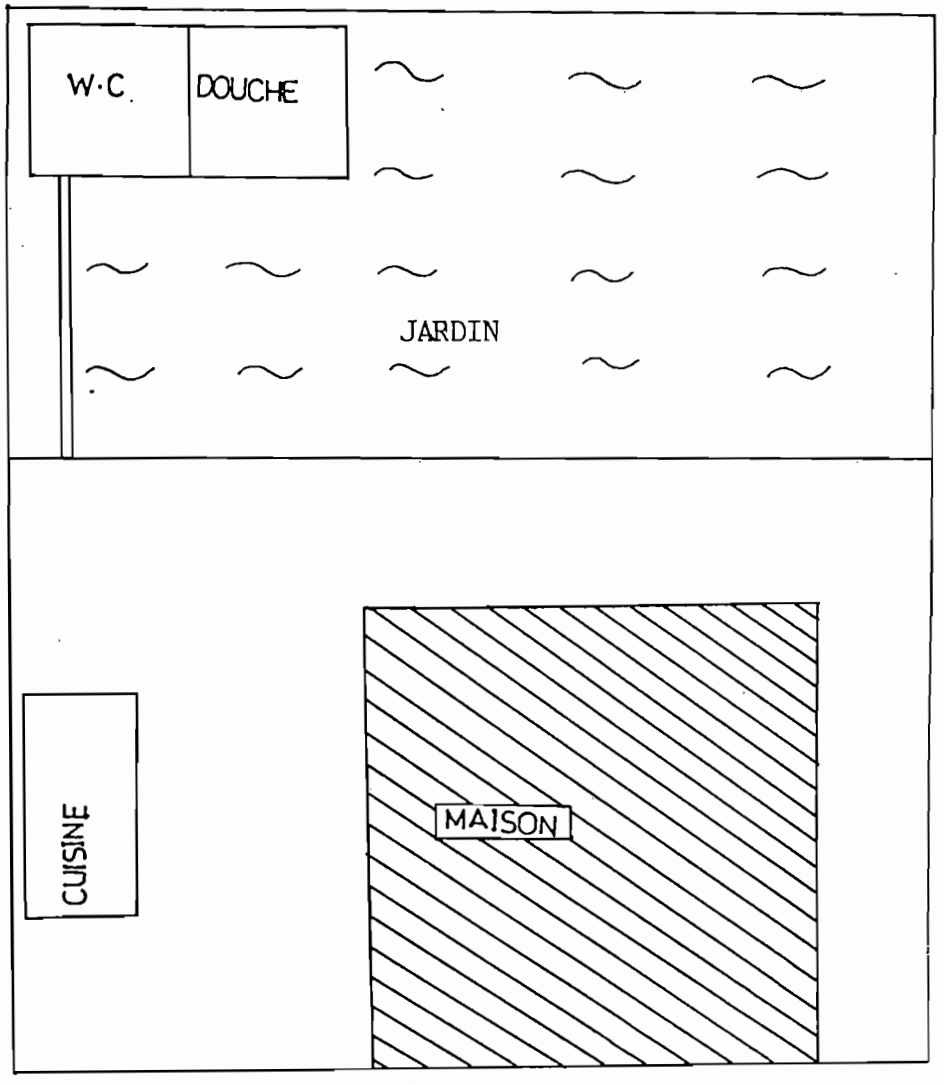
. Les îlots



Echelle : 1/250

STRUCTURE D'UN ILOT AU CAMP DE DEPLACES DE KANYOSHA.
SOURCE: NZEYIMANA EMANUEL **op cit p 37**

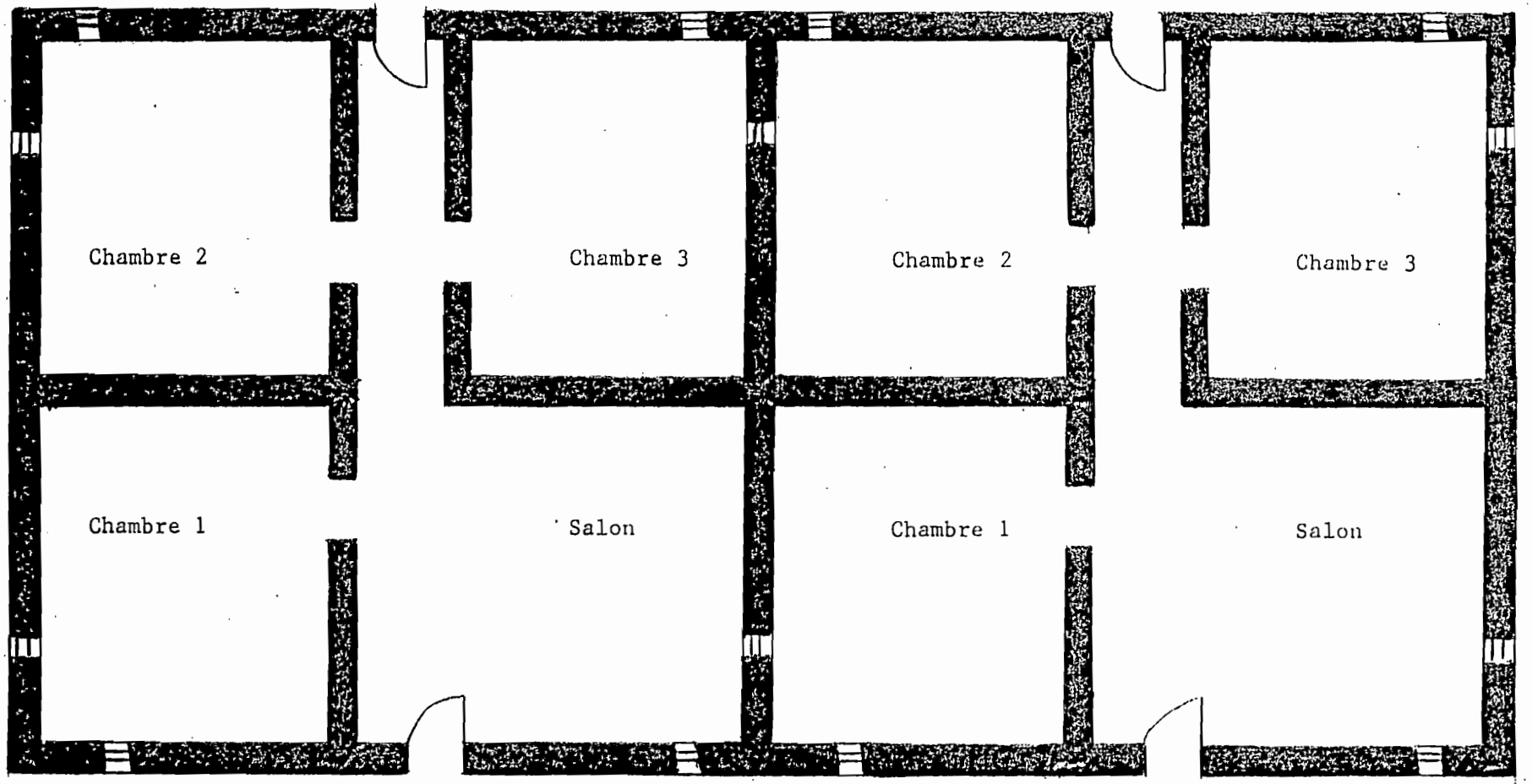
Les parcelles



: LA STRUCTURE D'UNE PARCELLE AU CAMP DE DEPLACES DE KANYOSHA

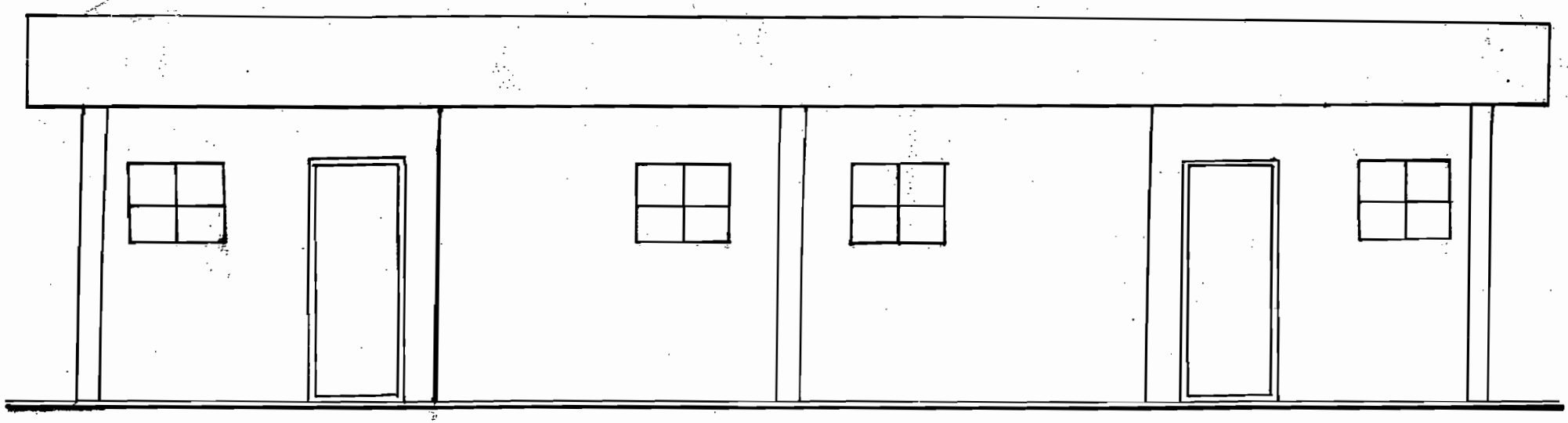
Source NZEYIMANA Emmanuel op cit p38

Fig.28: VUE EN PLAN DE DEUX LOGEMENTS JUMELLES AU CAMP DE DEPLACES DE KANYOSHA



SOURCE: Enquête personnelle

Echelle: 1/500



FACADE AVANT

